

Conditions Définitives en date du 28 mars 2019

ANNULENT ET REMPLACENT

Les Conditions Définitives en date du 30 janvier 2019

(Modification du Montant Nominal Total)



CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL NORD EUROPE
Programme d'émission d'Obligations
de 4.000.000.000 d'euros

Identifiant d'entité juridique (IEJ) : 969500MOQLCWGNJR5B72

Emission d'Obligations à Remboursement Indexé lié à l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% Index arrivant à maturité le 29 mars 2027 (en l'absence de remboursement anticipé)

Prix d'émission : 100%

LA FRANCAISE GLOBAL INVESTMENTS

*Le Prospectus de Base dont référence est faite ci-dessous (tel que complété par les Conditions Définitives) a été préparé en prenant en compte que, sauf dans les cas stipulés dans le sous-paragraphe (b) ci-dessous, toute offre d'Obligations dans un quelconque Etat Membre de l'Espace Economique Européen qui a transposé la directive 2003/71/CE, telle que modifiée (la "**Directive Prospectus**") (chacun un "**Etat Membre Concerné**") sera faite conformément à une exemption au titre de la Directive Prospectus, telle que transposée dans cet Etat Membre Concerné, de l'obligation de publier un prospectus pour les offres des Obligations. En conséquence, toute personne faisant ou ayant l'intention de faire une offre des Obligations pourra le faire uniquement :*

- (a) *dans des circonstances dans lesquelles il n'y a pas d'obligation pour l'Emetteur ou un Agent Placeur de publier un prospectus au titre de l'article 3 de la Directive Prospectus ou un supplément au prospectus au titre de l'article 16 de la Directive Prospectus, dans chaque cas, au titre de cette offre; ou*
- (b) *dans les Juridictions Offre Publique mentionnées dans le paragraphe 8 ci-dessous de la partie B, à la condition que cette personne soit une des personnes mentionnées au paragraphe 8 ci-dessous de la partie B, et que cette offre soit faite pendant la Période de l'Offre précisé à cette fin.*

Ni l'Emetteur, ni aucun Agent Placeur a autorisé, ni n'autorise, l'offre d'Obligations dans d'autres circonstances.

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Les termes utilisés ci-après seront réputés être définis pour les besoins des Modalités incluses dans le Prospectus de Base en date du 28 janvier 2019 (visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 19-030 en date du 28 janvier 2019) qui constitue un prospectus de base au sens de la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 telle que modifiée (la "**Directive Prospectus**").

Le présent document constitue les Conditions Définitives relatives à l'émission des Obligations (les "**Obligations**") pour les besoins de l'article 5.4 de la Directive Prospectus et contient les termes définitifs des Obligations. Les présentes Conditions Définitives complètent le Prospectus de Base en date du 28 janvier 2019 (visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 19-030 en date du 28 janvier 2019) relatif au Programme d'émission d'Obligations de l'Emetteur et doivent être lues conjointement avec celui-ci.

Un résumé de l'émission des Obligations est annexé aux présentes Conditions Définitives.

Le Prospectus de Base est disponible sur les sites Internet (a) de l'Autorité des marchés financiers (« **AMF** ») (www.amf-france.org) et (b) de l'Emetteur (www.cmne.fr), et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Emetteur et aux bureaux désignés de l'Agent Payeur auprès duquel il est possible d'en obtenir copie.

Les dispositions de l'Annexe Technique 2 s'appliquent aux présentes Conditions Définitives et ces documents devront être lus conjointement.

1. Emetteur :	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe
2. (a) Souche n° :	190
(b) Tranche n° :	1
3. Devise ou Devises Prévues(s) :	EUR
4. Montant Nominal Total :	18.000.000 EUR
(a) Souche :	18.000.000 EUR
(b) Tranche :	18.000.000 EUR
5. Prix d'émission :	100% du Montant Nominal Total
6. Valeur Nominale Indiquée :	100 EUR
7. (a) Date d'Emission :	29 mars 2019
(b) Date de Début de Période d'Intérêts :	Non Applicable
8. Date d'Echéance :	29 mars 2027 (hors cas de remboursement anticipé)
9. Obligations Hybrides :	Non
10. Base d'Intérêt :	Non Applicable
11. Base de Remboursement/Paiement:	Remboursement Indexé sur Indice

12.	Changement de Base d'Intérêt ou de Base de Remboursement/Paiement :	Non Applicable
13.	Option de Rachat/de Vente :	Non Applicable
14.	(a) Rang de créance :	Senior Préféré
	(b) Date des autorisations d'émission :	Décision du Conseil d'administration en date du 26 avril 2018
15.	Méthode de distribution :	Non syndiquée
16.	Agent de Calcul :	La Française Global Investments
17.	Déclencheur Essentiel:	Applicable

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INTERETS A PAYER (LE CAS ECHEANT)

18.	Dispositions relatives aux Obligations à Taux Fixe et aux Obligations à Taux Réajusté :	Non Applicable
19.	Dispositions relatives aux Obligations à Taux Variable :	Non Applicable
20.	Dispositions relatives aux Obligations à Coupon Zéro :	Non Applicable
21.	Dispositions relatives aux Taux d'Intérêt applicables aux Obligations Indexées :	Non Applicable
22.	Dispositions relatives aux Bascule Automatique de Base d'Intérêt et Bascule Automatique de Taux d'Intérêt :	Non Applicable
23.	Formule de Paiement Taux d'Intérêt :	Non Applicable
24.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur l'Inflation :	Non Applicable
25.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Indice :	Applicable
	(a) Agent de Calcul :	La Française Global Investments
	(b) Agent de Publication:	STOXX Limited
	(c) Indice :	EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% (BBG code : ISXE50E5, ISIN : CH0313264167, Sponsor : STOXX Limited) (ci-après l' « Indice »)
	(d) Indice Composite	Applicable
	(e) Date de Négociation :	23 novembre 2018

(f)	Cas d'Activation :	Non Applicable
(g)	Cas de Désactivation :	Non Applicable
(h)	Pondération :	Non Applicable
(i)	Cas de Remboursement Anticipé Automatique :	Applicable (cf paragraphe 39 (c) ci-dessous)
(j)	Bourse de Valeurs :	Non Applicable
(k)	Cas de Dérèglement Additionnel :	Non Applicable
(l)	Remboursement Différé suite à un Cas de Dérèglement Additionnel :	Non Applicable
(m)	Coût de déblocement de tout instrument de couverture sous-jacent :	Non Applicable
(n)	Montant de Résiliation avec Capital Protégé :	Non Applicable
(o)	Date Butoir :	Conformément aux Modalités
(p)	Date de Constatation d'une Moyenne :	Non Applicable
(q)	Date(s) de Détermination :	Date d'Evaluation
(r)	Date d'Evaluation :	Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique, Date d'Evaluation STR
(s)	Heure d'Evaluation :	Conformément aux Modalités
(t)	Date d'Exercice :	29 mars 2019
(u)	Période d'Exercice :	Non Applicable
(v)	Date d'Observation :	Date d'Evaluation
(w)	Jour de Bourse :	Jour de Bourse (Base Indice Unique)
(x)	Jour de Négociation :	Jour de Négociation (Base Indice Unique)
(y)	Marché Lié :	EUREX
(z)	Nombre de Jours de Dérèglement Maximum :	8
(aa)	Page d'Ecran :	Non Applicable
(bb)	Période de Correction de l'Indice :	Conformément aux Modalités
(cc)	Période d'Observation :	Non Applicable

(dd)	Prix de Règlement :	Conformément aux Modalités
(ee)	Constatation d'une Moyenne :	Non Applicable
(ff)	Taux de Prêt de Titres Initial :	Non Applicable
(gg)	Taux de Prêt de Titres Maximum :	Non Applicable
(hh)	Remboursement Différé suite à un Cas d'Ajustement de l'Indice :	Non Applicable
(ii)	Convention de Jour Ouvré :	Convention de Jour Ouvré "Suivant"
(jj)	Centre d'Affaires (Article 5(1)) :	Non Applicable
26.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Indice de Stratégie :	Non Applicable
27.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Action :	Non Applicable
28.	Dispositions complémentaires relatives aux Obligations Indexées sur Fonds :	Non Applicable
29.	Obligations Indexées sur Matières Premières :	Non Applicable
30.	Obligations indexées sur un Taux de Change :	Non Applicable
31.	Obligations indexées sur un Taux d'Intérêt Sous-Jacent :	Non Applicable
32.	Obligations indexées sur un Evènement de Crédit :	Non Applicable

DISPOSITIONS RELATIVES AUX OBLIGATIONS A REMBOURSEMENT PHYSIQUE

33.	Obligations à Remboursement Physique :	Non Applicable
------------	---	----------------

DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

34. Option de Remboursement au gré de l'Emetteur :	Non Applicable
35. Option de Remboursement au gré des titulaires d'Obligations :	Non Applicable
36. Montant de Remboursement Final:	Le Montant de Remboursement Final sera calculé selon la Formule de Paiement Final

<p>37. Formule de Paiement Final :</p>	<p>Produits STR Vanilla :</p> <p>Titres Vanilla Call:</p> <p style="text-align: center;">Pourcentage Constant 1 + Levier * Call</p> <p>Avec :</p> <p>Call = Max (Valeur du Remboursement Final - Pourcentage Prix d'Exercice ; Pourcentage Plancher)</p> <p>Pourcentage Constant 1 = 100%</p> <p>Levier = 100%</p> <p>Valeur du Remboursement Final = Valeur du Sous-Jacent de Référence (tel que défini ci-dessous)</p> <p>Pourcentage Prix d'Exercice = 100%</p> <p>Pourcentage Plancher = 0%</p> <p>Valeur du Sous-Jacent de Référence = la Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence (telle que définie ci-dessous) divisée par le Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence (telle que défini ci-dessous)</p> <p>Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence : Valeur Moyenne du Sous-Jacent de Référence</p> <p>Dates d'Evaluation STR : 21 avril 2025, 21 mai 2025, 23 juin 2025, 21 juillet 2025, 21 août 2025, 22 septembre 2025, 21 octobre 2025, 21 novembre 2025, 22 décembre 2025, 21 janvier 2026, 23 février 2026, 23 mars 2026, 21 avril 2026, 21 mai 2026, 22 juin 2026, 21 juillet 2026, 21 août 2026, 21 septembre 2026, 21 octobre 2026, 23 novembre 2026, 21 décembre 2026, 21 janvier 2027, 22 février 2027, 22 mars 2027</p> <p>Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence : Valeur de Clôture du Prix d'Exercice applicable</p> <p>Valeur de Clôture du Prix d'Exercice : Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence à la Date d'Exercice</p> <p>Date d'Exercice = 29 mars 2019</p>
<p>38. Bascule Automatique de Formule de Paiement Final</p>	<p>Non Applicable</p>
<p>39. Montant de Versement Echelonné :</p>	<p>Non Applicable</p>

40. Montant de Remboursement Anticipé :

(a) Montant de Remboursement Anticipé de chaque Obligation payé lors du remboursement :

-pour des raisons fiscales (Modalité 6.9) ou pour Illégalité (Modalité 6.14)

Montant Le Plus Elevé

-en cas d'Exigibilité Anticipée (Modalité 10):

Conformément aux Modalités

(b) Remboursement pour des raisons fiscales à des dates ne correspondant pas aux Dates de Paiement du Coupon :

Montant Le Plus Elevé

(c) Montant(s) de Remboursement Anticipé Automatique (pour des raisons différentes que celles visées au (a) ci-dessus) pour chaque Obligation :

Montant de Remboursement Automatique Anticipé : applicable

Le Montant de Remboursement Anticipé Automatique sera calculé selon la Formule de Paiement en cas de Remboursement Anticipé Automatique :

Montant de Remboursement Anticipé Automatique (t) = Valeur Nominale Indiquée x (Pourcentage de Remboursement RAA + Taux de Sortie RAA (t))

Avec :

Pourcentage de Remboursement RAA = 100%

Taux de Sortie RAA (t) : signifie (t = 1, 2 ou 3):

t	Taux de Sortie RAA (t)
1	7,50%
2	15%
3	22,50%

Cas de Remboursement Anticipé Automatique : signifie : la Valeur du Sous-Jacent de Référence déterminé par l'Agent de Calcul à toute Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique t est supérieure ou égale au Prix de Remboursement Anticipé Automatique t

Valeur du Sous-Jacent de Référence : désigne : (i) la Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de

Référence (ii) divisée par le Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence

Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence : niveau de clôture officiel de l'Indice

Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence : Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence à la Date d'Exercice

Sous-Jacent de Référence : l'Indice

Date d'Exercice : 29 mars 2019

Prix de Remboursement Anticipé Automatique t : signifie (t = 1, 2 ou 3):

t	Prix de Remboursement Anticipé Automatique t
1	107,50%
2	115%
3	122,50%

Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique t : signifie (t = 1, 2 ou 3):

t	Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique t
1	22 mars 2021
2	21 mars 2023
3	21 mars 2025

Date de Remboursement Anticipé Automatique t : signifie (pour t=1 à 3)

t	Date de Remboursement Anticipé Automatique t
1	29 mars 2021
2	28 mars 2023
3	28 mars 2025

(d) Valeur de Marché Réduite des Coûts : Non Applicable

(e) Valeur de Remboursement Anticipé Plancher : Non Applicable

(f)	Montant de Remboursement à la Valeur de Marché :	Non Applicable
(g)	Montant Le Plus Elevé :	Applicable
(h)	Montant de Monétisation :	Non Applicable

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX OBLIGATIONS

41.	Forme des Obligations :	
(a)	Forme des Obligations :	Obligations dématérialisées au porteur
(b)	Etablissement Mandataire :	Non Applicable

<p>42. Place(s) Financière(s) relatives aux dates de paiement pour les besoins de l'Article 7.4 :</p>	<p>Non Applicable</p>
<p>43. Dispositions relatives aux Obligations à Libération Fractionnée : montant de chaque paiement comprenant le Prix d'Emission et la date à laquelle chaque paiement doit être fait et les conséquences, le cas échéant, des défauts de paiement, y compris tout droit qui serait conféré à l'Emetteur de retenir les Obligations et les intérêts afférents du fait d'un retard de paiement :</p>	<p>Non Applicable</p>
<p>44. Dispositions relatives aux Obligations à Remboursement Echelonné :</p>	<p>Non Applicable</p>
<p>45. Exclusion de la possibilité de demander les informations permettant l'identification de titulaires d'Obligations telle que prévue à la Modalité 1.1 :</p>	<p>Applicable</p>

46. Masse (Article 11) :	<p>Les noms et coordonnées du Représentant titulaire de la Masse sont :</p> <p>MCM Avocat</p> <p>SELARL interbarreaux inscrite au Barreau de Paris</p> <p>10, rue de Sèze</p> <p>75009 PARIS</p> <p>France</p> <p>Représentée par Antoine LACHENAUD</p> <p>Co-gérant associé</p> <p>Tel : +33 1 53 43 36 00</p> <p>Fax : +33 1 53 43 36 01</p> <p>Les noms et coordonnées du Représentant suppléant de la Masse sont :</p> <p>Philippe MAISONNEUVE</p> <p>Avocat</p> <p>10, rue de Sèze</p> <p>75009 PARIS</p> <p>France</p> <p>Tel : +33 1 53 43 36 00</p> <p>Fax : +33 1 53 43 36 01</p> <p>La rémunération du Représentant titulaire est fixée à 350 EUR HT par année d'émission.</p>
47. Renonciation aux Droits de Compensation	Non Applicable
48. Le montant principal total des Obligations émises a été converti en euro au taux de [●], soit une somme de (<i>uniquement pour les Obligations qui ne sont pas libellés en euros</i>) :	Non Applicable
49. Considérations fiscales américaines :	Non Applicable.

OBJET DES CONDITIONS DEFINITIVES

Les présentes Conditions Définitives constituent les conditions définitives requises pour l'émission et l'admission aux négociations des Obligations sur Euronext Paris dans le cadre du programme d'émission d'Obligations de 4.000.000.000 d'euros de Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe.

RESPONSABILITE

Mme Stéphanie Schouteeten accepte la responsabilité des informations contenues dans les présentes Conditions Définitives.

Signé pour le compte de Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe :

Par : *Stéphanie SCHOUTEETEN*

Dûment habilité



PARTIE B – AUTRE INFORMATION

1. COTATION ET ADMISSION A LA NEGOCIATION :

- | | | |
|-----|--|---|
| (a) | Cotation : | Euronext Paris |
| (b) | (i) Admission aux négociations : | Une demande d'admission des Obligations aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris à compter de la Date d'Emission a été faite par l'Emetteur (ou pour son compte). |
| | (ii) Marchés Réglementés ou marchés équivalents sur lesquels, à la connaissance de l'Emetteur, des Obligations de la même catégorie que les Obligations à admettre aux négociations sont déjà admis aux négociations : | Non Applicable |
| (c) | Estimation des dépenses totales liées à la Cotation : | 2.400 Euros |

2. NOTATIONS

Notations : Les Obligations émises dans le cadre du Programme ne feront pas l'objet d'une notation.

3. NOTIFICATION

Il a été demandé à l'Autorité des marchés financiers, qui est l'autorité compétente en France pour les besoins de la Directive Prospectus, de fournir à la Financial Services Market Authority de Belgique un certificat d'approbation attestant que le Prospectus de Base a été établi conformément à la Directive Prospectus.

4. INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION

Sauf indiqué dans le chapitre "Souscription et Vente", à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne impliquée dans l'offre des Obligations n'y a d'intérêt pouvant influencer sensiblement l'émission ou l'offre des Obligations.

5. RAISONS DE L'OFFRE, ESTIMATION DU PRODUIT NET ET DES DEPENSES TOTALES

- | | | |
|-----|-----------------------------|---|
| (d) | Raisons de l'offre : | Se reporter au chapitre "Utilisation des fonds" du Prospectus de Base |
| (e) | Estimation du produit net : | 17.987.600 EUR |

- (f) Estimation des dépenses totales : Sans objet, aucune dépense ne sera mise à la charge de l'investisseur.

6. PERFORMANCE DU SOUS-JACENT (INDICE/ FORMULE/ AUTRE VARIABLE) EXPLICATION DE SON EFFET SUR LA VALEUR DE L'INVESTISSEMENT ET DES RISQUES ASSOCIES ET AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU SOUS-JACENT

Les Obligations sont indexées sur la performance liée à l'évolution de l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5%.

INDICE	CODE BLOOMBERG	SPONSOR	BOURSE	SITE INTERNET
EURO ISTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5%	ISXE50E5	STOXX LIMITED	CHAQUE MARCHE SUR LEQUEL CHAQUE VALEUR COMPOSANT L'INDICE EST COTE	https://www.stoxx.com/index-details?symbol=ISXE50E5

Les informations sur les performances passées et futures de l'indice EURO ISTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5% peuvent être obtenues sur le site internet de l'Indice tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus.

La volatilité de l'Indice peut être obtenue auprès de l'Agent de Calcul.

Description du mécanisme de fonctionnement de l'indice EURO iSTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5%

L'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% est un indice équipondéré composé de 50 valeurs de l'EUROSTOXX 50® sélectionnées selon leur capitalisation boursière et leur liquidité sur le marché. La composition de cet indice est revue chaque trimestre. L'indice est calculé en réinvestissant les dividendes bruts distribués par les actions qui le composent et en retranchant un prélèvement forfaitaire constant de 5% par an. Si les dividendes distribués sont inférieurs (respectivement supérieurs) au niveau de prélèvement forfaitaire, la performance de l'indice en sera pénalisée (respectivement améliorée) par rapport à un indice dividendes non réinvestis classique. Sa cotation est publiée quotidiennement. Les règles de calcul ainsi que la méthodologie de cet Indice sont disponibles sur le site ci-dessus.

Les performances passées de l'indice EURO ISTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5% ne sont pas des indications de ses performances futures. Il est impossible de prévoir si la valeur de l'Indice va augmenter ou va baisser pendant la vie des Obligations.

L'Indice est composé d'actions sous-jacentes ; le prix de négociation de ces actions sous-jacentes sera influencé par l'environnement politique, financier, économique et d'autres facteurs. Il est impossible de prévoir les effets de ces facteurs sur la valeur de tout actif lié à l'indice EURO ISTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5% et donc sur la valeur des Obligations.

Les politiques du sponsor de l'Indice (le « **Sponsor** ») concernent les ajouts, suppressions et substitutions des actifs composant l'Indice et la façon dont le Sponsor prend en compte certains changements affectant de

tels actifs sous-jacents peuvent affecter la valeur de l'Indice. De même, le sponsor peut suspendre, interrompre le calcul de l'Indice, cela pouvant affecter la valeur des Obligations.

Avertissement du Promoteur de l'Indice

STOXX n'a d'autre lien avec le détenteur de licence que la licence qui a été attribuée pour l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% et les marques déposées associées à des fins d'utilisation en rapport avec les présentes Obligations.

STOXX :

- ne fait aucune déclaration de garantie quant à l'opportunité d'une transaction sur les présentes Obligations qu'il s'abstient également de vendre et de promouvoir.
- ne délivre aucune recommandation d'investissement à quiconque en ce qui concerne les présentes Obligations ou quelque autre titre que ce soit.
- n'endosse aucune responsabilité ni obligation quant à la date de lancement, la quantité et le prix des présentes Obligations, et ne prend aucune décision à ce sujet.
- n'endosse aucune responsabilité ni obligation concernant l'administration, la gestion ou la commercialisation des présentes Obligations.
- n'est pas tenu de prendre en considération les besoins des présentes Obligations ou des détenteurs desdites Obligations pour déterminer, composer ou calculer l'indice EURO iSTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5%

- n'est pas tenu de prendre en considération les besoins des présentes Obligations ou des détenteurs desdites Obligations pour déterminer, composer ou calculer l'indice EURO iSTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5%

STOXX décline toute responsabilité relative aux présentes Obligations. Plus particulièrement,

- **STOXX ne fournit ni n'assume aucune garantie, expresse ou implicite, que ce soit concernant:**
- **Les résultats devant être obtenus par les Obligations, les détenteurs des Obligations ou toute personne impliquée dans l'utilisation de l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% et des données incluses dans EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5%;**
- **L'exactitude ou l'exhaustivité de l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% et des données qu'il contient;**
- **La négociabilité de l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% et de ses données ainsi que leur adéquation à un usage précis ou à une fin particulière;**
- **STOXX ne peut être tenu pour responsable de quelque erreur, omission ou interruption que ce soit dans l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5% ou les données qu'il contient;**
- **En aucun cas, STOXX ne peut être tenu pour responsable de quelque manque à gagner que ce soit. Il en va de même pour tout dommage ou perte indirecte même si STOXX a été averti de l'existence de tels risques.**

7. INFORMATIONS OPERATIONNELLES

Code ISIN :	FR0013396710
Code commun :	193531245
Dépositaire :	Euroclear France
Euroclear France agissant comme Dépositaire Central :	Oui
Dépositaire Commun pour Euroclear Bank et Clearstream Banking, société anonyme :	Non
Tout système(s) de compensation autre qu'Euroclear Bank et Clearstream Banking,	Non Applicable

société anonyme et numéro(s)
d'identification correspondant :

Livraison :	Livraison contre paiement
Noms et adresses des Agents Payeurs initiaux désignés pour les Obligations :	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe 4, Place Richebé 59000 Lille France

8. PLACEMENT

Si syndiqué, noms des Membres du Syndicat de Placement et engagements de souscription :	Non Applicable
Si non-syndiqué, nom et adresse de l'Agent Placeur :	LA FRANCAISE GLOBAL INVESTMENTS 128 boulevard Raspail 75006 Paris France
Commissions et concessions totales :	Non Applicable
Offre Non-exemptée	Une offre d'Obligations peut être faite pendant la Période d'Offre par l'Agent Placeur autrement qu'au titre de l'article 3(2) de la Directive Prospectus en Belgique (la " Juridiction de l'Offre Public "). Pour plus de détails, voir paragraphe 9 de la partie B ci-dessous.
Interdiction de vente aux investisseurs clients de détail dans l'EEE :	Non Applicable

9. Offres au public - TERMES ET CONDITIONS DE L'OFFRE

Période d'Offre :	Du 30 janvier 2019 (inclus) au 28 mars 2019 (inclus)
Prix d'Offre :	102% de la Valeur Nominale Indiquée pendant la Période d'Offre
Conditions auxquelles l'offre est soumise :	Les offres d'Obligations sont conditionnées à leur émission et à toutes conditions supplémentaires stipulées dans les conditions générales des Intermédiaires Financiers, notifiées aux investisseurs par ces Intermédiaires Financiers
Description de la procédure de demande de souscription :	Les demandes de souscription se feront par l'intermédiaire des Etablissements Autorisés mentionnés ci-dessous.
Informations sur le montant minimum et/ou maximum de souscription :	Non Applicable
Description de la possibilité de réduire les souscriptions et des Modalités de remboursement du montant excédentaire payé par les souscripteurs :	Non Applicable

Informations sur la méthode et les délais de libération et de livraison des Obligations :	Les Obligations seront émises à la Date d'Emission contre paiement à l'Emetteur des produits nets de souscription.
Modalités et date de publication des résultats de l'offre :	Non Applicable.
Procédure d'exercice de tout droit de préemption, négociabilité des droits de souscription et traitement des droits de souscription non exercés :	Non Applicable
Procédure de notification aux souscripteurs du montant qui leur a été attribué et mention indiquant si la négociation peut commencer avant la notification :	Non Applicable
Montant de tous frais et taxes spécifiquement facturés au souscripteur ou à l'acheteur :	Non Applicable

10. Placement et Prise Ferme

Consentement de l'Emetteur aux fins d'utiliser le Prospectus de Base durant la Période d'Offre :	Applicable pour tout Etablissement Autorisé indiqué ci-dessous
Etablissement(s) Autorisé(s) dans les différents pays où l'offre a lieu :	Tout intermédiaire financier qui remplit les conditions indiquées ci-dessous à la rubrique « Conditions relatives au consentement de l'Emetteur aux fins d'utiliser le Prospectus de Base »
Conditions relatives au consentement de l'Emetteur aux fins d'utiliser le Prospectus de Base :	Voir Conditions indiquées dans le Prospectus de Base

11. Informations relatives à l'Indice de Référence

Les montants d'intérêt ainsi que de remboursement payables au titre des Obligations seront calculés par référence à l'indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5%, qui est fourni par STOXX Limited. Au 11 janvier 2019, STOXX Limited n'apparaît pas sur le registre public d'administrateurs et d'indices de référence établi et géré par l'Autorité Européenne des Marchés Financiers conformément à l'article 36 du Règlement (UE) No. 2016/1011 (le "Règlement Indices de Référence"). A la connaissance de l'Emetteur, le régime transitoire de l'article 51 du Règlement Indices de Référence s'applique de sorte que STOXX Limited n'est pas actuellement tenu d'obtenir une autorisation ou de s'enregistrer auprès de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (ou, s'il est situé en dehors de l'Union européenne, reconnaissance, approbation ou équivalence).

RESUME DE L'EMISSION

Le résumé est composé des informations dont la communication est requise par l'Annexe XXII du Règlement délégué (UE) n°486/2012 du 30 mars 2012 et le Règlement délégué (UE) n°862/2012 du 4 juin 2012 appelées "Eléments". Ces éléments sont numérotés dans les sections A à E (A.1 –E.7).

Ce résumé contient tous les Eléments devant être inclus dans un résumé pour ce type de valeurs mobilières et d'Emetteur. La numérotation des Eléments peut ne pas se suivre en raison du fait que certains Eléments n'ont pas à être inclus.

Bien qu'un Elément pourrait devoir être inclus dans le résumé du fait du type de valeur mobilière et d'émetteur concerné, il se peut qu'aucune information pertinente ne puisse être donnée sur cet Elément. Dans ce cas, une brève description de l'Elément est incluse dans le résumé suivie de la mention « Sans objet ».

Ce résumé est fourni pour les émissions d'Obligations ayant une valeur nominale unitaire inférieure à 100.000 euros réalisées dans le cadre du Programme. Un résumé spécifique à chaque type d'émission d'Obligations de moins de 100.000 euros figurera en annexe des Conditions Définitives applicables et comprendra (i) les informations clés du résumé du Prospectus de Base figurant ci-dessous et (ii) les informations contenues dans les rubriques intitulées « résumé de l'émission » figurant ci-dessous.

Section A – Introduction et avertissements

Elément	
A.1 Avertissement général relatif au résumé	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus de base en date du 28 janvier 2019 ayant reçu le visa n°19-030 de l'Autorité des marchés financiers le 28 janvier 2019 (le "Prospectus de Base") relatif au programme d'émission d'Obligations (le "Programme") de CFCMNE.</p> <p>Toute décision d'investir dans les obligations émises dans le cadre du Programme (les "Obligations") doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus de Base par les investisseurs, y compris les documents qui y sont incorporés par référence, de tout supplément y afférent et des conditions définitives relatives aux Obligations concernées (les "Conditions Définitives").Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le présent Prospectus de Base et les Conditions Définitives est intentée devant un tribunal, le plaignant peut, selon la législation nationale de l'Etat Membre de l'EEE, avoir à supporter les frais de traduction de ce Prospectus de Base et des Conditions Définitives avant le début de toute procédure judiciaire.</p> <p>Aucune action en responsabilité civile ne pourra être intentée dans un État Membre à l'encontre de quiconque sur la seule base du présent résumé, y compris sa traduction, sauf si son contenu est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus de Base et des Conditions Définitives ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus de Base, les informations clés telles que définies à l'article 2.1 de la Directive Prospectus permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans les Obligations.</p>

<p>A.2</p> <p>Information relative au consentement de l'Emetteur concernant l'utilisation du Prospectus</p>	<p>Dans le cadre de toute offre d'Obligations en France et dans tout autre Etat Membre de l'EEE (les "Pays de l'Offre au Public") qui ne bénéficie pas de l'exemption à l'obligation de publication d'un prospectus en vertu de la Directive Prospectus (une "Offre au Public"), l'Emetteur consent à l'utilisation du Prospectus de Base dans le cadre d'une Offre au Public de toute Obligation durant la période d'offre indiquée dans les Conditions Définitives concernées (la "Période d'Offre") et dans les Pays de l'Offre au Public indiqué(s) dans les Conditions Définitives concernées par tout intermédiaire financier dûment autorisé indiqué dans les Conditions Définitives concernées (chacun un "Etablissement Autorisé").</p> <p>Le consentement mentionné ci-dessus s'applique à des Périodes d'Offre (le cas échéant) intervenant dans les 12 mois suivant la date du visa de l'AMF sur le Prospectus de Base.</p> <p>Les termes de l'Offre au Public devront être communiqués aux investisseurs par l'Etablissement Autorisé au moment de l'Offre au Public.</p> <p><i>Résumé de l'émission:</i></p> <p>Dans le cadre de l'offre des Obligations réalisée en Belgique (le "Pays de l'Offre au Public"), cette offre ne bénéficiant pas de l'exemption à l'obligation de publication d'un prospectus en vertu de la Directive Prospectus, (l'"Offre au Public"), l'Émetteur consent à l'utilisation du Prospectus dans le cadre de l'Offre au Public des Obligations durant la période d'offre allant du 30 janvier 2019 (inclus) au 28 mars 2019 (inclus) (la "Période d'Offre") dans le Pays de l'Offre au Public par la Française Global Investments et tout intermédiaire financier (les "Établissements Autorisés").</p>
---	---

Section B – Emetteur

Elément	Titre	
<p>B.1</p>	<p>La raison sociale et le nom commercial de l'Emetteur</p>	<p>Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe ("CFCMNE" ou l'"Emetteur").</p> <p>CFCMNE est une société coopérative à capital variable régie par le Code monétaire et financier, et assujettie à ses dispositions.</p> <p>CFCMNE est l'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe ("CMNE"), membre du Groupe Crédit Mutuel. CFCMNE a pour but de gérer les intérêts communs des Caisses locales adhérentes et de leurs sociétaires et de faciliter le fonctionnement technique et financier des Caisses adhérentes. Elle a notamment pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'accepter des dépôts de fonds de toutes personnes physiques et morales, particulièrement des Caisses adhérentes, et d'assurer tout recouvrement et paiement pour le compte de ses déposants, - d'établir entre les Caisses adhérentes, un mécanisme de compensation, - de faire aux Caisses adhérentes des avances avec ou sans affectation spéciale, - de faire des remplois de trésorerie ou d'épargne, - de se procurer les capitaux par emprunts, avances ou escomptes, émissions de titres participatifs ou d'emprunts obligataires, émissions de certificats coopératifs d'investissement, actions à intérêt

		<p>prioritaire sans droit de vote soumises au régime de l'article 11 bis de la loi du 10 septembre 1947 – les avantages pécuniaires, étant, en pareil cas, fixés par décision du Conseil d'administration – ainsi que par tout moyen autorisé par la loi de 1947 précitée et les textes subséquents,</p> <ul style="list-style-type: none"> - de prendre toute participation dans toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, - et plus généralement, d'effectuer, tant pour son propre compte que pour le compte de ses Caisses adhérentes, toutes opérations conformément à son statut d'établissement de crédit, tous les services d'investissement, toutes activités de courtage et d'intermédiaire dans le domaine des opérations d'assurances.
B.2	Le siège social et la forme juridique de l'Emetteur/la législation qui régit l'activité et le pays d'origine de l'Emetteur	<p>CFCMNE est une société coopérative à forme anonyme à capital variable de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le No. 320 342 264. Le siège social de CFCMNE est situé 4 place Richebe, 59000 Lille.</p>
B.4b	Une description de toutes les tendances connues touchant l'Emetteur ainsi que les marchés sur lesquels il intervient	<p>Réglementations</p> <p>La législation et les réglementations applicables aux institutions financières peuvent avoir en partie un impact sur l'Emetteur. Les nouvelles mesures qui ont été proposées et adoptées comprennent des exigences plus strictes en matière de capital et de liquidité, des taxes sur les transactions financières, des restrictions et des taxes sur la rémunération des salariés, des limitations aux activités bancaires commerciales, des restrictions sur les types de produits financiers, des exigences accrues en matière de contrôle interne et de transparence, des règles de conduites des affaires plus strictes, un <i>clearing</i> et un <i>reporting</i> obligatoire des opérations sur instruments dérivés, des obligations de limiter les risques relatifs aux dérivés négociés de gré à gré et la création de nouvelles autorités réglementaires renforcées.</p> <p>Les nouvelles mesures adoptées ou en projet, telles que la directive européenne CRD 4 et le règlement européen CRR du 26 juin 2013 (traduisant en droit européen la réforme internationale Bâle III sur les exigences de fonds propres pour les établissements de crédit) ou la loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires, sont susceptibles d'avoir un impact sur l'Emetteur.</p> <p>Conditions Macroéconomiques</p> <p>L'environnement de marché et macroéconomique a un impact sur les résultats de l'Emetteur. Compte tenu de la nature de son activité, l'Emetteur est sensible aux conditions de marché et macroéconomiques en Europe, qui ont connu des perturbations au cours des dernières années.</p> <p>En France, la croissance plafonne à 0,2% et 0,3% au 1er et 2e trimestre et devrait nettement décélérer en 2018, pour atteindre à la fin de l'année 1,7%, loin des 2,3% initialement prévus. Cet essoufflement ne présage pas d'un retournement de l'économie française en 2018. Cette</p>

		<p>trajectoire, due au freinage « relativement brutal » de l'activité au cours des deux premiers trimestres, se redresserait dans la seconde moitié de l'année, selon l'Insee.</p> <p>En Europe, la progression du PIB s'est limitée à 0,4% de janvier à mars 2018 dans la zone euro, contre 0,7% lors des trois précédents trimestres. Concernant la BCE, selon ses derniers commentaires, les taux directeurs devraient rester inchangés au moins jusqu'à mi 2019.</p> <p>Sur les marchés financiers, le début d'année 2018 a démarré par un net rebond des marchés actions portés par les révisions à la hausse des perspectives de croissance mondiale et d'un plan massif de relance fiscale aux Etats-Unis. Néanmoins cet optimisme a cédé progressivement la place aux craintes d'une accélération de l'inflation aux Etats-Unis et d'un durcissement de la politique monétaire de la Réserve Fédérale américaine. De plus, les velléités du Président des Etats-Unis de dresser des barrières douanières réveillent les inquiétudes. Globalement pour 2018, le marché des placements financiers (collecte nette + intérêts capitalisés) serait soutenu par les progressions du pouvoir d'achat des ménages les plus aisés et du taux d'épargne. Mais il serait aussi pénalisé par la faiblesse des intérêts capitalisés et la concurrence de l'investissement immobilier dans le neuf. La nouvelle fiscalité de l'épargne profiterait aux titres qui, aidés par l'espoir d'un meilleur rendement, confirmeraient leur reprise.</p> <p>Le marché du crédit habitat semble décélérer depuis le début 2018 avec une hausse de l'encours de 5,7% sur un an à fin mars et une baisse de la part des renégociations dans la production mensuelle.</p> <p>Quant à l'assurance vie, ce placement retrouve de l'oxygène, après une année 2017 difficile, marquée par l'effet de la loi Sapin 2 dont l'impact semble se dissiper.</p> <p>Certaines entités affiliées au Crédit Mutuel Arkéa souhaitent quitter le groupe Crédit Mutuel. Dans l'hypothèse, où la Confédération Nationale du Crédit Mutuel procéderait à leur désaffiliation, elles perdraient le bénéfice de la solidarité nationale et ne pourraient invoquer le bénéfice de celle-ci en cas de difficultés futures. Par ailleurs, l'agence de notation financière du groupe Crédit Mutuel (Standard & Poor's) considère que l'éventualité de ces désaffiliations serait sans incidence sur le profil des entités ayant fait le choix de rester au sein du groupe.</p>
B.5	Description du Groupe de l'Emetteur et de la position de l'Emetteur au sein du Groupe	<p>Le groupe CMNE déploie ses activités dans 7 départements, (l'Aisne, les Ardennes, la Marne, le Nord, l'Oise, le Pas de Calais et la Somme), et en Belgique (au travers du réseau Beobank) représentant, au travers d'un réseau de 526 points de vente. La Belgique constitue son second marché domestique. Le groupe CMNE compte près d'1,6 million de clients (réseaux France et Belgique), près de 4.500 collaborateurs et plus de 1.500 administrateurs de caisses locales.</p> <p>Les activités du groupe CMNE sont structurées autour de deux métiers :</p>

		<p>1. La Bancassurance qui regroupe les réseaux France (retail, entreprises et crédit-bail) et Belgique. Le Réseau France (ou "Bancassurance France") regroupe les activités de banque de détail (crédit, épargne) et de distribution de produits d'assurance à destination des particuliers, des professionnels, des artisans, des associations, des agriculteurs, des collectivités locales et des PME-ETI (« CMNE-Entreprises »). Il propose également aux entreprises sur son territoire une offre de crédit et de crédit-bail mobilier et immobilier. Le réseau Belgique (ou "Bancassurance Belgique") regroupe l'activité bancaire et de distribution d'assurance du groupe CMNE en Belgique, réalisée à travers BEOBANK.</p> <p>2. la gestion d'actifs avec le Groupe La Française ("La Française"). La Française se positionne en 2018 comme un gérant d'actifs (asset manager) proposant un éventail complet d'offres pour une clientèle diversifiée (institutionnels, réseaux bancaires).</p> <p>Par ailleurs, le Groupe a un certain nombre de participations minoritaires et de services aux sociétés du Groupe regroupée dans un ensemble Pôle services et activités diverses.</p>							
B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	Sans objet. Il n'y a pas de prévision ou d'estimation du bénéfice.							
B.10	Réserves contenues dans le rapport des Commissaires aux comptes	Sans objet. Les rapports des commissaires aux comptes sur les exercices clos au 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017 ne comportent pas d'observation. L'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels condensés relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018 ne comporte pas d'observation.							
B.12	Informations financières historiques clés	Bilan	30/06/2018*	30/06/2017**	01/01/2018*	31/12/2017**	31/12/2016**	Evol 2017/2016	
		(en millions d'euros)	(revue limitée)	(revue limitée)	(revue limitée)				
		Total Bilan	28 028	41 433	42 148	42 190	41 823	0,88%	
		Capitaux propres part du groupe	2 987	2 952	2 960	2 998	2 846	5,35%	
		Capital souscrit	1 290	1 291	1 275	1 275	1 277	-0,16%	
		*Normes IFRS9							

		**Normes IAS39				
		30/06/2018*	30/06/2017***	31/12/2017**	31/12/2016**	Evol 2017 /2016
		(revue limitée)	(revue limitée)			
		(en millions d'euros)	(en millions d'euros)			
		445	491	1 070	1 129	-5,23%
		26	89	276	304	-9,2%
		94,12%	81,9%	74,22 %	73,10%	
		27	94	280	327	-14,37%
		28	38	84	107	21,5%
		34	88	253	204	24%
* Normes IFRS ; ** Normes IAS 39 ; *** Normes IAS39, reclassés IFRS 5						
<p>Pour permettre une meilleure comparaison des exercices, le 30 juin 2017 a fait l'objet d'un retraitement en appliquant la norme IFRS 5 ; la contribution des entités d'assurances a donc été constatée en "Gains et Pertes sur activités abandonnées".</p> <p>Le ratio de solvabilité Common Equity Tier One (CET1) du Crédit Mutuel Nord Europe au 31 décembre 2017 s'élève à 15,70%. Le ratio global est de 19,85%. L'impact IFRS 9 sur le ratio CET 1 du Groupe CMNE au 1er janvier 2018, date de mise en œuvre d'IFRS 9, est de -8bp.</p> <p>Il ne s'est produit aucun changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Groupe depuis le 30 juin 2018.</p> <p>Il n'y a pas eu de détérioration significative dans les perspectives du Groupe depuis le 31 décembre 2017.</p>						
B.13	Evénement récent relatif à l'Emetteur présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité	Sans objet				

B.14	Degré de la dépendance de l'Emetteur à l'égard d'autres entités du Groupe	Sans objet
B.15	Principales activités de l'Emetteur	<p>La Caisse Fédérale a pour but de gérer les intérêts communs des Caisses adhérentes et de leurs sociétaires ainsi que de faciliter le fonctionnement technique et financier des Caisses adhérentes.</p> <p>Elle a notamment pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> d'accepter des dépôts de fonds de toutes personnes physiques et morales, particulièrement des Caisses adhérentes, et d'assurer tout recouvrement et paiement pour le compte de ses déposants, <input type="checkbox"/> d'établir entre les Caisses adhérentes, un mécanisme de compensation, <input type="checkbox"/> de faire aux Caisses adhérentes des avances avec ou sans affectation spéciale, <input type="checkbox"/> de faire des emplois de trésorerie ou d'épargne, de se procurer les capitaux par emprunts, avances ou escomptes, émissions de titres participatifs ou d'emprunts obligataires, émissions de certificats coopératifs d'investissement, actions à intérêt prioritaire sans droit de vote soumises au régime de l'article 11 bis de la loi du 10 septembre 1947 – les avantages pécuniaires, étant, en pareil cas, fixés par décision du Conseil d'Administration – ainsi que par tout moyen autorisé par la loi de 1947 précitée et les textes subséquents, <input type="checkbox"/> de prendre toute participation dans toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, <input type="checkbox"/> et plus généralement, d'effectuer, tant pour son propre compte que pour le compte de ses Caisses adhérentes, toutes opérations conformément à son statut d'établissement de crédit, tous les services d'investissement, toutes activités de courtage et d'intermédiaire dans le domaine des opérations d'assurances.
B.16	Entité(s) ou personne(s) détenant ou contrôlant directement ou indirectement l'Emetteur	Le capital de l'Emetteur est détenu en totalité par les 149 Caisses locales adhérent à la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. Le droit de vote est établi selon la règle : une voix de base plus une voix supplémentaire pour 1 000 sociétaires, sans que le total puisse dépasser 10 pour une même Caisse Locale. Au sein de chaque Caisse Locale, le capital est détenu en totalité par les sociétaires, dont le droit de vote est fondé sur la règle : un homme, une voix. Se référer au paragraphe B.5.
B.17	Notation assignée à l'Emetteur ou à ses titres d'emprunt	<p>Les Obligations Senior Préférées et les Obligations Senior Non Préférées émises dans le cadre du Programme ne feront pas l'objet d'une notation.</p> <p>A ce jour, la dette à long terme non-subordonnée de CFCMNE est notée "A" par Standard & Poor's Credit Market Services France SAS. A ce jour, la dette subordonnée de CFCMNE ne fait pas l'objet d'une notation. Standard & Poor's Credit Market Services France SAS est établie dans l'Union Européenne et est enregistrée conformément au Règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du</p>

		<p>16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit tel que modifié (le "Règlement ANC") et figure sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (https://www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk) conformément au Règlement ANC.</p> <p>Une notation n'est pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver des titres financiers et peut être suspendue, modifiée ou retirée à tout moment par l'agence de notation qui a attribué la notation.</p> <p><i>Résumé de l'émission:</i></p> <p>Les Obligations n'ont pas fait l'objet d'une notation.</p>
--	--	--

Section C – Valeurs mobilières

Elément	Titre	
C.1	Nature, catégorie et indetification des Obligations	<p>Les Obligations sont émises par souche (chacune une Souche), à une même date ou à des dates différentes. Les Obligations d'une même Souche seront soumises (à tous égards à l'exception de la date d'émission, du montant nominal total, du premier paiement des intérêts) à des modalités identiques, les Obligations de chaque Souche étant fongibles entre elles. Chaque Souche peut être émise par tranches (chacune une Tranche), ayant la même date d'émission ou des dates d'émission différentes. Les modalités spécifiques de chaque Tranche (notamment, sans que cette liste ne soit limitative, le montant nominal total, le prix d'émission, leur prix de remboursement et les intérêts, le cas échéant, payables dans le cadre de ces Obligations), seront déterminées par l'Emetteur et figureront dans les Conditions Définitives.</p> <p>Les Obligations sont émises, au gré de l'Emetteur, soit au porteur, inscrites dans les livres d'Euroclear France (agissant en tant que dépositaire central) qui créditera les comptes des teneurs de compte auprès d'Euroclear France (les Teneurs de Compte), soit au nominatif et, dans ce cas, au gré du porteur concerné, soit au nominatif administré, inscrites dans les livres d'un Teneur de Compte désigné par le porteur concerné, soit au nominatif pur, inscrites dans un compte tenu par l'Emetteur ou par un établissement mandataire agissant pour le compte de l'Emetteur.</p> <p>Un numéro d'identification des Obligations (Code ISIN) sera indiqué dans les conditions définitives applicables à chaque émission d'Obligations (les Conditions Définitives).</p> <p><i>Résumé de l'émission</i></p> <p>Souche N°: 190</p> <p>Tranche N°: 1</p> <p>Montant Nominal Total : 18.000.000 EUR</p> <p>Code ISIN : FR0013396710</p> <p>Code commun : 193531245</p> <p>Forme des Obligations: Obligations dématérialisées au porteur</p> <p>Dépositaire Central : Euroclear France</p>

C.2	Devises	<p>Sous réserve du respect de toutes les lois, réglementations et directives applicables, les Obligations peuvent être émises en euro, dollar américain, yen japonais, franc suisse, livre sterling et en toute autre devise qui pourrait être convenue entre l'Emetteur et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s), telle qu'indiquée dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>Résumé de l'émission:</p> <p>La devise des Obligations est EUR.</p>
C.5	Description de toute restriction imposée à la libre négociabilité des Obligations	<p>Sous réserve de certaines restrictions relatives à l'achat, l'offre, la vente et la livraison des Obligations et à la possession ou la distribution du Prospectus de Base ou tout autre document d'offre, il n'existe pas de restriction imposée à la libre négociabilité des Obligations.</p>
C.8	Description des droits attachés aux Obligations	<p>Prix d'émission</p> <p>Les Obligations peuvent être émises au pair ou avec une décote ou une prime par rapport à leur valeur nominale.</p> <p>Valeur nominale</p> <p>Les Obligations d'une même Souche auront la valeur nominale indiquée dans les Conditions Définitives concernées étant rappelé qu'il ne peut y avoir qu'une seule valeur nominale par Souche.</p> <p>Rang de créance</p> <p>Les Obligations peuvent être émises sur une base senior préférée, sur une base senior non préférée ou sur une base subordonnée.</p> <p>Les Obligations Senior Préférées constituent des engagements directs, non assortis de sûretés, inconditionnels et senior préférés au sens de l'article L.613-30-3-I 3° du code monétaire et financier de l'Emetteur venant (i) au même rang entre elles et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que toutes les autres dettes et garanties non subordonnés de même catégorie, non assorties de sûretés, présentes ou futures, de l'Emetteur ; (ii) à un rang supérieur aux Obligations Senior Non Préférées, présentes ou futures, de l'Emetteur et à tout autre engagement de rang inférieur aux Obligations Senior Non Préférées et (iii) à un rang inférieur aux engagements non subordonnés, présents ou futurs, bénéficiant d'une priorité du fait de dispositions légales impératives et/ou dérogatoires.</p> <p>Sous réserve de toute loi applicable, si un jugement ordonnant la liquidation judiciaire de l'Emetteur est rendu, les titulaires des Obligations Senior Préférées seront payés :</p> <p>(i) uniquement après, et sous réserve du complet paiement des titulaires de toutes autres créances, présentes ou futures, bénéficiant</p>

d'une priorité du fait de dispositions légales impératives et/ou dérogatoires ; et

(ii) sous réserve de ce complet paiement, en priorité par rapport aux Obligations Senior Non Préférées de l'Emetteur et à toutes autres créances, présentes et futures, ayant un rang inférieur aux Obligations Senior Préférées.

Les Obligations Senior Non Préférées constituent des engagements directs, non assortis de sûretés, inconditionnels et senior (chirographaire) venant au rang d'engagements senior non préférés de l'Emetteur au sens de l'article L. 613-30-3-I-4° du Code monétaire et financier et venant (i) au même rang entre elles et au même rang que toutes les autres dettes et (sous réserve des exceptions légales impérative du droit français) garanties non subordonnés de même catégorie, non assorties de sûretés, présentes ou futures, de l'Emetteur ; (ii) à un rang supérieur aux Obligations Subordonnées, présentes ou futures, de l'Emetteur et (iii) à un rang inférieur aux Obligations Senior Préférées présentes ou futures de l'Emetteur et aux engagements non subordonnés, présents ou futurs, bénéficiant d'une priorité du fait de dispositions légales impératives et/ou dérogatoires.

Sous réserve de toute loi applicable, si un jugement ordonnant la liquidation judiciaire de l'Emetteur est rendu, les titulaires des Obligations Senior Non Préférées seront payés :

(i) uniquement après, et sous réserve du complet paiement des titulaires des Obligations Senior Préférées et de toutes autres créances, présentes ou futures, bénéficiant d'une priorité du fait de dispositions légales impératives et/ou dérogatoires ou ayant un rang prioritaire par rapport aux Obligations Senior Non Préférées ; et

(ii) sous réserve de ce complet paiement, en priorité par rapport aux Obligations Subordonnées de l'Emetteur et à toutes autres créances, présentes et futures, ayant un rang inférieur aux Obligations Senior Non Préférées.

Les Obligations Subordonnées, y compris, le cas échéant, les intérêts y afférents, constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et subordonnés de l'Emetteur venant au même rang et sans aucune préférence ou priorité entre eux et venant :

(a) au même rang (pari passu) avec tous les autres engagements, présents ou futurs, directs, inconditionnels, non assortis de sûretés et subordonnés de l'Emetteur ;

(b) à un rang supérieur (senior) aux prêts participatifs accordés à l'Emetteur, aux titres participatifs émis par l'Emetteur et à tous engagements dits supers subordonnés de l'Emetteur (engagements subordonnés de dernier rang), présents ou futurs ;

(c) à un rang inférieur (junior) (A) aux engagements subordonnés, présents ou futurs dont les modalités stipulent qu'ils

bénéficient d'un rang prioritaire par rapport aux Obligations Subordonnées, et, le cas échéant, aux intérêts y afférents, et (B) aux engagements subordonnés bénéficiant d'une priorité du fait de dispositions légales impératives et/ou dérogatoires ;

(d) à un rang inférieur (junior) (A) aux Obligations Senior Préférées, aux Obligations Senior Non Préférées et aux engagements non subordonnés, présents ou futurs et (B) aux engagements non subordonnés bénéficiant d'une priorité du fait de dispositions légales impératives et/ou dérogatoires.

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des Obligations Subordonnées, à traiter de manière égale les créanciers subordonnés existants et futurs dont la créance a ou aura un rang égal à celui des Obligations Subordonnées.

Si un jugement ordonnant la liquidation judiciaire de l'Emetteur est rendu ou si une liquidation de l'Emetteur intervient pour toute autre raison, l'obligation de paiement de l'Emetteur au titre des Obligations Subordonnées sera subordonnée au complet paiement des créanciers non subordonnés de l'Emetteur (y compris les déposants) et des créanciers subordonnés de l'Emetteur autres que ceux existants ou futurs dont le rang de la créance est ou est stipulé être égal ou supérieur à celui des Obligations Subordonnées, et, sous réserve de ce complet paiement, les titulaires d'Obligations Subordonnées seront payés en priorité aux prêts participatifs octroyés ou qui seraient octroyés à l'Emetteur, aux titres participatifs émis ou qui seraient émis par l'Emetteur et aux titres subordonnés de rang inférieur (engagements dits "super subordonnés" ou engagements subordonnés de dernier rang) existants ou futurs.

Dans le cas d'un désintéressement partiel des créanciers non subordonnés de l'Emetteur et des créanciers subordonnés dont le rang de la créance est ou est stipulé supérieur à celui des Obligations Subordonnées, les engagements de l'Emetteur au regard des Obligations Subordonnées prendront fin.

Les titulaires d'Obligations Subordonnées seront tenus de prendre toutes les mesures nécessaires au bon accomplissement de toute procédure collective ou de liquidation volontaire liée aux demandes éventuellement formulées à l'encontre de l'Emetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang (Obligations Senior Préférées)

L'Emetteur garantit qu'aussi longtemps que des Obligations (à l'exception d'Obligations Subordonnées et des Obligations Senior Non Préférées) seront en circulation, il ne créera pas ou ne permettra pas que subsiste une quelconque hypothèque sur les biens et droits immobiliers qu'il peut ou pourra posséder et ne constituera pas ou ne permettra pas que subsiste un quelconque nantissement sur son fonds de commerce au bénéfice d'autres obligations, à moins que les obligations de l'Emetteur découlant des Obligations, ne bénéficient des mêmes garanties et du même rang.

Cet engagement se rapporte exclusivement aux émissions d'Obligations de l'Emetteur et n'affecte en rien la liberté de l'Emetteur de disposer de la propriété de ses biens ou de conférer toute sûreté sur lesdits biens en toutes autres circonstances.

Cas d'exigibilité anticipée (Obligations Senior Préférées)

Les Obligations Senior Préférées pourront être exigibles de façon anticipée à l'initiative des titulaires ou de leur Représentant si :

- l'Emetteur ne paie pas à son échéance tout montant en principal ou intérêts dû en vertu de toute Obligation et s'il n'est pas remédié à ce défaut après une période de 45 jours calendaires ;
- l'Emetteur n'exécute pas l'une quelconque de ses autres obligations en vertu des Obligations et s'il n'est pas remédié à ce défaut après une période de 60 jours calendaires ; ou
- l'Emetteur fait une proposition de moratoire général sur ses dettes, demande la désignation d'un mandataire ad hoc, entre en procédure de conciliation avec ses créanciers ou en procédure de sauvegarde ; ou un jugement est rendu prononçant la liquidation judiciaire ou la cession totale de l'entreprise de l'Emetteur ; ou, dans la mesure permise par la loi, l'Emetteur fait l'objet de toute autre procédure de liquidation ou de banqueroute.

Exécution forcée (Obligations Senior Non Préférées et Obligations Subordonnées)

Il n'existe pas de cas d'exigibilité anticipé pour les Obligations Senior Non Préférées et les Obligations Subordonnées. En conséquence, si l'Emetteur manque à certaines de ses obligations au titre des Obligations Senior Non Préférées ou des Obligations Subordonnées, en ce compris le paiement de tout montant d'intérêts, les Titulaires n'auront pas le droit de demander le remboursement anticipé des Obligations Senior Non Préférées ou des Obligations Subordonnées. Toutefois les Titulaires des Obligations Senior Non Préférées ou des Obligations Subordonnées pourront, après notification écrite à l'Agent Financier rendre exigible les Obligations Senior Non Préférées ou les Obligations Subordonnées au Montant de Remboursement Anticipé majoré de tous les intérêts courus jusqu'à la date effective de remboursement, le cas échéant, à la date à laquelle la notification aura été reçue par l'Agent Financier, en cas de liquidation judiciaire ou amiable de l'Emetteur.

Fiscalité

Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits afférents aux Obligations effectués par ou pour le compte de l'Emetteur seront effectués sans aucun prélèvement ou retenue à la source au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, prélevés ou recouverts par ou pour le compte de la France, ou de l'une

		<p>de ses autorités ayant le pouvoir de prélever l'impôt, à moins que ce prélèvement ou cette retenue à la source ne soit exigé par la loi.</p> <p>Si en application de la législation française, les paiements de principal ou d'intérêts afférents à toute Obligation sont soumis à un prélèvement ou à une retenue à la source au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, présent ou futur, l'Emetteur s'engage, dans la mesure permise par la loi, et sous réserve de certaines exceptions, à majorer ses paiements de sorte que les titulaires d'Obligations perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue à la source.</p> <p>Tout paiement effectué au titre des Obligations sera soumis à toute législation, réglementation, ou directive, notamment fiscale.</p> <p>Renonciation aux droits de compensation</p> <p>Non Applicable</p> <p>Droit applicable</p> <p>Les Obligations sont régies par le droit français.</p> <p><i>Résumé de l'émission :</i></p> <p><i>Les Obligations sont des Obligations Senior Préférées.</i></p> <p>Prix d'Emission : 100% du Montant Nominal Total.</p> <p>Valeur Nominale Indiquée : 1.000 EUR</p>
C.9	<p>Intérêts, échéance et modalités de remboursement, rendement et représentation des Titulaires des Obligations</p>	<p>Merci de vous reporter également à la section C.8 ci-dessus.</p> <p>Obligations Indexées</p> <p>Pour les paiements d'intérêt relatifs aux Obligations Indexées, se référer aux paragraphes C.10 et C.18.</p> <p>Remboursement</p> <p>Voir ci-dessous</p> <p>Remboursement Anticipé</p> <p>Les Obligations Senior Préférées devront être remboursées avant la date d'échéance prévue pour illégalité et peuvent être remboursées avant la date d'échéance prévue (i) au gré de l'Emetteur (en totalité ou en partie) et/ou (ii) au gré des titulaires des Obligations Senior Préférées et/ou (iii) en cas de survenance d'un événement de retenue à la source ou d'un événement de brutage.</p> <p>Pour les Obligations Senior Non Préférées, la date de remboursement anticipé sera d'au moins un an après la date</p>

d'émission de la Souche concernée. Les Obligations Senior Non Préférées comportent un cas de remboursement anticipé supplémentaire aux Obligations Senior Préférées. En effet, elles peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé à l'option de l'Émetteur en cas de survenance d'un événement d'inéligibilité au MREL.

Remboursement anticipé

Voir ci-dessous

Remboursement pour raisons fiscales

Les Obligations Senior Non Préférées pourront être remboursées avant leur Date d'Echéance au gré de l'Émetteur en cas de survenance d'un événement de retenue à la source et en cas de survenance d'un événement de brutage.

Néanmoins, tout remboursement d'Obligations Senior Non Préférées préalablement à leur Date d'Echéance sera soumis à l'approbation préalable de l'Autorité Compétente (telle que définie ci-dessus).

En cas de survenance d'un événement de brutage, le remboursement anticipé des Obligations Senior Préférées sera obligatoire et en cas de survenance d'un événement de retenue à la source, le remboursement anticipé des Obligations

Représentation des Titulaires

Les Titulaires seront, au titre de toutes les Tranches d'une même Souche, automatiquement groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une masse (dans chaque cas, la "Masse").

La Masse sera régie par les dispositions des articles L.228-46 et suivants du Code de commerce et agira par l'intermédiaire d'un représentant titulaire (le "Représentant") et d'un représentant suppléant, dont l'identité et la rémunération au titre de cette fonction seront indiquées dans les Conditions Définitives concernées.

Formule de Paiement Final

Produits STR Vanilla :

Titres Vanilla Call:

Pourcentage Constant 1 + Levier * Call

Avec :

Call = Max (Valeur du Remboursement Final - Pourcentage Prix d'Exercice ; Pourcentage Plancher)

Pourcentage Constant 1 = 100%

Levier = 100%

Valeur du Remboursement Final = Valeur du Sous-Jacent de Référence (tel que défini ci-dessous)

Pourcentage Prix d'Exercice = 100%

Pourcentage Plancher = 0%

Valeur du Sous-Jacent de Référence = la Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence (telle que définie ci-dessous) divisée par le Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence (telle que défini ci-dessous)

Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence :
Valeur Moyenne du Sous-Jacent de Référence

Dates d'Evaluation STR : 21 avril 2025, 21 mai 2025, 23 juin 2025, 21 juillet 2025, 21 août 2025, 22 septembre 2025, 21 octobre 2025, 21 novembre 2025, 22 décembre 2025, 21 janvier 2026, 23 février 2026, 23 mars 2026, 21 avril 2026, 21 mai 2026, 22 juin 2026, 21 juillet 2026, 21 août 2026, 21 septembre 2026, 21 octobre 2026, 23 novembre 2026, 21 décembre 2026, 21 janvier 2027, 22 février 2027, 22 mars 2027

Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence : Valeur de Clôture du Prix d'Exercice applicable

Valeur de Clôture du Prix d'Exercice : Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence à la Date d'Exercice

Date d'Exercice = 29 mars 2019

Montant de Remboursement Automatique Anticipé : applicable

Le Montant de Remboursement Anticipé Automatique sera calculé selon la Formule de Paiement en cas de Remboursement Anticipé Automatique :

Montant de Remboursement Anticipé Automatique (t) = Valeur Nominale Indiquée x (Pourcentage de Remboursement RAA + Taux de Sortie RAA (t))

Avec :

Pourcentage de Remboursement RAA = 100%

Taux de Sortie RAA (t) : signifie (t = 1, 2 ou 3):

t	Taux de Sortie RAA (t)
1	7,50%
2	15%
3	22,50%

Cas de Remboursement Anticipé Automatique : signifie : la Valeur du Sous-Jacent de Référence déterminé par l'Agent de Calcul à toute Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique t est supérieure ou égale au Prix de Remboursement Anticipé Automatique t

Valeur du Sous-Jacent de Référence : désigne : (i) la Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence (ii) divisée par le Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence

Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence : niveau de clôture officiel de l'Indice

Prix d'Exercice du Sous-Jacent de Référence : Valeur du Cours de Clôture du Sous-Jacent de Référence à la Date d'Exercice

Sous-Jacent de Référence : l'Indice

Date d'Exercice : 29 mars 2019

Prix de Remboursement Anticipé Automatique t : signifie (t = 1, 2 ou 3):

t	Prix de Remboursement Anticipé Automatique t
1	107,50%
2	115%

3	122,50%
---	---------

Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique t : signifie (t = 1, 2 ou 3):

t	Date d'Evaluation de Remboursement Anticipé Automatique t
1	22 mars 2021
2	21 mars 2023
3	21 mars 2025

Date de Remboursement Anticipé Automatique t : signifie (pour t=1 à 3)

t	Date de Remboursement Anticipé Automatique t
1	29 mars 2021
2	28 mars 2023
3	28 mars 2025

C.10	Paiement des intérêts liés à un (des) instrument(s) dérivé(s)	Non Applicable
C.11	Cotation et admission à la négociation	<p>Les Obligations pourront être admises aux négociations sur Euronext Paris et/ou tout autre marché réglementé et/ou tout marché non-réglementé, tel que stipulé dans les Conditions Définitives concernées. Une Souche d'Obligations pourra ne faire l'objet d'aucune admission à la négociation.</p> <p>Résumé de l'émission:</p> <p>Les Obligations seront admises à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext Paris</p>
C.15	Description de l'impact de la valeur du sous-jacent sur la valeur de l'investissement	Les montants de remboursement, d'intérêts et livrables des Obligations Indexées dépendent de la valeur du Sous-Jacent ce qui est susceptible d'affecter la valeur de l'investissement dans les Obligations.

		<p>Résumé de l'émission:</p> <p>La valeur des Obligations Indexées peut être affectée par la performance de l'Indice EURO iSTOXX® 50 Equal Weight Decrement 5%.</p> <p>En effet, ce Sous-Jacent a un impact sur le remboursement final et le montant de remboursement anticipé qui sont calculés selon la formule de calcul indiquée à la section C.9 ci-dessus.</p>
C.16	Obligations Indexées – Échéance	<p>Sous réserve du respect de toutes lois, réglementations et directives applicables, toute échéance d'un mois minimum à compter de la date d'émission initiale.</p> <p>Résumé de l'émission</p> <p>La date d'échéance des Obligations Indexées est le 29 mars 2027 (en l'absence de remboursement anticipé).</p>
C.17	Obligations Indexées – Règlement-livraison	<p>Les Obligations Indexées feront l'objet d'un règlement en numéraire, à l'exception des Obligations suivantes qui pourront également faire l'objet d'un règlement par livraison physique : Obligations Indexées sur Action (action unique ou panier d'actions), Obligations Indexées sur Fonds (fonds unique ou panier de fonds) et CLN.</p> <p>Les CLN pourront également faire l'objet d'un règlement sur la base d'un prix déterminé par des enchères organisées par l'ISDA. Le mode de règlement choisi sera indiqué dans les Conditions Définitives. La date de règlement physique pour les Obligations Indexées faisant l'objet, le cas échéant, d'un règlement physique correspond à la Date d'Echéance, sous réserve des Cas de Perturbation du Règlement.</p> <p>Résumé de l'émission:</p> <p>Les Obligations Indexées ne font pas l'objet d'un règlement physique.</p>
C.18	Produit des Obligations Indexées	Non Applicable.
C.19	Obligations Indexées – Prix Final, Prix de Clôture, Prix de Référence ou Niveau Final	<p>Le Prix Final, le Prix de Référence, le Prix de Clôture ou le Niveau Final des Obligations Indexées et tout autre prix de référence sera indiqué dans les Conditions Définitives concernées et déterminé selon les paramètres fixés dans les Modalités.</p> <p>Résumé de l'émission :</p> <p>Cf C.10 Résumé de l'émission</p>
C.20	Obligations Indexées – Description du sous-	Le Sous-Jacent des Obligations Indexées peut être une action, un indice, un indice d'inflation, un dividende, une devise, une part de fonds ou un panier de certains éléments précités, ou toute formule,

	<p>jaçant et endroits où trouver les informations à son sujet</p>	<p>stratégie ou combinaison de ceux-ci, tels qu'indiqués dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p><i>Résumé de l'émission :</i></p> <p>Le sous-jacent des Obligations Indexées est l'indice EURO ISTOXX® 50 EQUAL WEIGHT DECREMENT 5% et les informations relatives à ce sous-jacent peuvent être trouvées sur http://www.stoxx.com.</p>
<p>C.21</p>	<p>Marché(s) de négociation</p>	<p>Les Conditions Définitives applicables préciseront, le cas échéant, le ou les marchés réglementés à l'intention duquel ou desquels le présent Prospectus de Base est publié, comme indiqué à la section C.11 ci-dessus.</p> <p><i>Résumé de l'émission :</i></p> <p>Pour des indications sur le marché où les Obligations seront, le cas échéant, négociées et pour lequel le Prospectus de Base a été publié, veuillez-vous reporter à la section C.11 Résumé de l'émission ci-dessus.</p>

Section D – Risques

Elément	Titre	
D.2	Informations clés sur les principaux risques propres à l'Emetteur ou à son exploitation et son activité	<p>Les investisseurs potentiels devraient avoir une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux et pouvoir évaluer correctement les risques inhérents aux Obligations.</p> <p>Certains facteurs de risque peuvent affecter la capacité de l'Emetteur à respecter ses obligations au titre des Obligations, dont certains qu'il n'est pas en mesure de contrôler.</p> <p>Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par l'Emetteur, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière et/ou ses résultats.</p> <p>Des conditions de marchés et/ou macro-économiques difficiles peuvent avoir un effet défavorable significatif sur les activités bancaires et par conséquent sur la situation financière de la CFCMNE, ses revenus et sa profitabilité.</p> <p>Des mesures législatives ou réglementaires prises notamment en réponse à la crise financière peuvent avoir un effet défavorable sur l'Emetteur et sur l'environnement économique et financier dans lequel il opère ses activités.</p> <p>Les conditions de refinancement de l'Emetteur et ses conditions d'accès à la liquidité peuvent se détériorer par la réapparition de la crise de dettes souveraines de la zone euro, par une dégradation des conditions économiques, de sa notation, ou d'autres facteurs plus directement liés à l'Emetteur.</p> <p>Une augmentation significative des provisions peut avoir un effet défavorable sur les résultats opérationnels de l'Emetteur. Des incidents majeurs au niveau des systèmes d'information et/ou des dispositifs opérationnels de l'Emetteur peuvent lui occasionner des pertes importantes et une dégradation de sa situation financière.</p> <p>Catégories de risques inhérentes aux activités de l'Emetteur :</p> <p>(i) le risque de crédit et de contrepartie : le risque de crédit représente le risque de perte financière sur des créances de l'Emetteur du fait de l'incapacité d'un débiteur à honorer ses obligations contractuelles vis-à-vis de l'Emetteur. Le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements et/ou de règlements;</p> <p>(ii) le risque de marché : le risque de marché est le risque de perte de valeur provoqué par une évolution défavorable des prix ou des paramètres de marché ce qui peut impacter la situation financière de l'Emetteur ;</p>

		<p>(iii) le risque de liquidité : selon la réglementation, le risque de liquidité est défini comme le risque que l’Emetteur ne puisse pas honorer ses engagements ou dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable;</p> <p>(iv) le risque de taux : le risque de taux du portefeuille bancaire est le risque de perte de résultats lié aux décalages de taux, d’échéances et de nature entre les actifs et passifs. Pour les activités bancaires, ce risque s’analyse hors du portefeuille de négociation et recouvre essentiellement ce qui est appelé le risque global de taux ;</p> <p>(v) le risque systémique : la viabilité commerciale de nombreux établissements financiers est susceptible d’être soumise à une interdépendance forte en raison des relations de crédit, de négociation, de compensation ou d’autres relations entre ces établissements. De ce fait, l’apparition de craintes au sujet de l’un de ces établissements, ou le défaut ou la menace d’un défaut par l’un d’entre eux est susceptible de conduire à d’importants problèmes de liquidité et de crédit pour le marché dans son ensemble, à des pertes voire à des défauts pour les autres établissements. Cette situation est parfois désignée par l’expression risque systémique et elle peut avoir des effets négatifs sur les intermédiaires financiers tels que les organismes et les chambres de compensation, les banques, les entreprises d’investissement et les Bourses, avec lesquels l’Emetteur interagit quotidiennement, et pourrait donc avoir sur l’Emetteur des effets négatifs;</p> <p>(vi) les risques opérationnels : le risque opérationnel résulte d’une inadaptation ou d’une défaillance imputable à des procédures, personnes, systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d’occurrence, mais à risque de perte élevée. Le risque opérationnel inclut les risques de fraudes internes, externes, le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation;</p> <p>(vii) le risque de non-conformité et de réputation : le risque de non-conformité est défini dans la réglementation française comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d’atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu’elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables ou qu’il s’agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d’instructions de l’organe exécutif prises, notamment, en application des orientations de l’organe de surveillance. Le risque de réputation est le risque d’atteinte à la confiance que portent à l’Emetteur ses clients, ses contreparties, ses fournisseurs, ses collaborateurs, ses actionnaires, ses superviseurs ou tout autre tiers dont la confiance, à quelque titre que ce soit, est une condition nécessaire à la poursuite normale de l’activité. Le risque de réputation est essentiellement un risque contingent à tous les autres risques encourus par l’Emetteur ;</p>
--	--	--

		<p>(viii) le risque d'assurance : le risque d'assurance est le risque que fait peser sur les bénéficiaires tout décalage entre les sinistres prévus et les sinistres survenus. Selon les produits d'assurance concernés, le risque varie en fonction de l'évolution de facteurs macroéconomiques, des changements de comportement de la clientèle, de l'évolution de la politique de santé publique, des pandémies, des accidents et des catastrophes naturelles (tels que les tremblements de terre, les accidents industriels ou les actes de terrorisme ou de guerre); et</p> <p>(ix) le risque lié à l'environnement concurrentiel : l'Emetteur est soumis à une forte concurrence de la part des autres prestataires de services financiers, ce qui pourrait conduire à des pressions tarifaires susceptibles de peser fortement sur son produit et sa rentabilité. Le secteur des services financiers, et tous les aspects de l'ensemble des activités de l'Emetteur, sont soumis à une concurrence très forte, et l'Emetteur estime que cette situation est appelée à perdurer.</p> <p>L'Emetteur est également soumis aux risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- conflits d'intérêts potentiels : l'Emetteur ou les sociétés affiliées à l'Emetteur peuvent conseiller des émetteurs ou débiteurs sur les actifs de référence en vue de transactions réalisées entre eux, ou effectuer des transactions sur les actifs de référence pour leur propre compte ou pour le compte de tiers dont ils assurent la gestion, sans considération pour les Obligations ou l'effet que ces activités peuvent avoir, directement ou indirectement sur les Obligations. Par ailleurs, l'Agent Placeur, l'Agent Financier, qui sont des entités du même groupe que la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe, l'Agent de Calcul et leurs filiales respectives, sont tous engagés, et pourraient tous dans le futur être engagés dans des activités d'investissement et/ou des activités bancaires commerciales avec, et peuvent exécuter des services pour, l'Emetteur et ses filiales dans le cours normal de leurs activités commerciales.- risque lié aux sociétés affiliées : L'Emetteur est, avec les Caisses Locales et la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe, l'entité consolidante du groupe CMNE. En conséquence la rentabilité et performance financière du groupe dépend en partie de la rentabilité et performance financière de chaque société affiliée et du pôle d'activité dont dépend chaque société affiliée (pôle bancassurance en France et en Belgique, pôle assurances et pôle gestion pour compte de tiers) ; et- risques relatifs aux conséquences de la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni: tant que les termes et les délais de sortie de l'Union européenne ne sont pas définis, il est impossible de déterminer l'impact que le référendum, la sortie de l'Union européenne et/ou toute autre évolution liée au résultat de ce référendum pourrait avoir sur la situation financière de l'Emetteur. En conséquence, aucune assurance ne peut être donnée que ces évolutions n'affecteront pas négativement la capacité de l'Emetteur
--	--	--

		à exécuter ses obligations au titre des Obligations, la valeur de marché ou la liquidité des Obligations sur le marché secondaire.
D.3	<p>Informations clés sur les principaux risques propres aux Obligations</p>	<p>En complément des risques (y compris le risque de défaut) pouvant affecter la capacité de l'Emetteur à satisfaire ses obligations relatives aux Obligations émises dans le cadre du Programme, certains facteurs sont essentiels en vue de déterminer les risques de marché liés aux Obligations émises dans le cadre du Programme. Ces facteurs incluent notamment :</p> <p>Risques financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Obligations peuvent ne pas être un investissement opportun pour tous les investisseurs. Chaque investisseur potentiel doit déterminer l'opportunité d'un investissement dans les Obligations au regard de sa situation personnelle. - Les Obligations peuvent être soumises à un remboursement optionnel par l'Emetteur. L'existence d'une option de remboursement des Obligations a tendance à limiter leur valeur de marché. Il est généralement escompté que l'Emetteur rembourse les Obligations lorsque le coût de son endettement est inférieur au taux d'intérêt des Obligations. Dans ces cas, les investisseurs ne sont généralement pas en mesure de réinvestir les fonds reçus dans des titres financiers ayant un rendement aussi élevé que les Obligations remboursées. - Les Obligations peuvent être soumises à un remboursement optionnel au gré des Titulaires. L'exercice d'une option de remboursement au gré des Titulaires pour certaines Obligations peut affecter la liquidité des Obligations de cette même Souche pour lesquels une telle option n'aura pas été exercée. En fonction du nombre d'Obligations d'une même Souche pour lesquelles l'option de remboursement prévue dans les Conditions Définitives concernées aura été exercée, le marché des Obligations pour lesquelles un tel droit de remboursement n'est pas été exercé pourrait devenir illiquide. Par ailleurs, les investisseurs demandant le remboursement de leurs Obligations pourront ne pas être en mesure de réinvestir les fonds reçus au titre de ce remboursement anticipé à un niveau de rendement équivalent à celui des Obligations remboursées. - Le règlement et la réforme des "indices de référence" pourrait avoir un impact défavorable significatif sur les Obligations indexées sur ou faisant référence à un "indice de référence" .- Si la Page Ecran du Taux de Référence est interrompue, le Taux de Référence de Remplacement pourra différer de la Page Ecran du Taux de Référence qui aurait été applicable en l'absence d'une telle interruption, ou si le Taux de Référence de Remplacement n'est pas disponible, le taux d'intérêt pourrait devenir fixe. Toute incertitude quant à si ou quel Taux de Référence de Remplacement sera choisi ou toute mauvaise perception des investisseurs de la manière dont le Taux de Référence de

Remplacement choisi performera pourrait avoir un effet négatif sur la valeur, la vendabilité ou le retour des Obligations.- La future cessation du LIBOR pourrait avoir un effet défavorable sur la valeur des Obligations à Taux Variable qui font référence au LIBOR.

- Les Obligations peuvent être à capital non garanti, ce qui peut entraîner une perte partielle ou totale du capital initialement investi.

- Risques en terme de rendement. Le rendement réel des Obligations obtenu par le Titulaire pourra être inférieur au rendement déclaré en raison des coûts de transaction.

- La valeur de marché des Obligations émises en dessous du pair ou assorties d'une prime d'émission a tendance à être plus sensible aux fluctuations relatives aux variations des taux d'intérêt que les Obligations portant intérêt classiques.

- Si des paiements (que ce soit en principal et/ou intérêts, et que ce soit à l'échéance ou autrement) sur des Obligations Indexées sont calculés par référence à un ou plusieurs Sous-Jacent(s), le rendement des Obligations est fondé sur les fluctuations de la valeur du Sous-Jacent, qui est elle-même fluctuante. Les fluctuations de valeur du Sous-Jacent sont imprévisibles. Les fluctuations de la valeur du Sous-Jacent ne peuvent pas être prévues. Bien qu'il soit possible de disposer de données historiques à propos du Sous-Jacent, la performance historique du Sous-Jacent ne doit pas être prise comme une indication de la performance future.

- Le recours à l'effet de levier peut accroître le risque de perte de valeur d'une Obligation Indexée.

Risques juridiques

Risques liés à la fiscalité

Les acheteurs et vendeurs potentiels des Obligations doivent garder à l'esprit qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits dans le pays où les Obligations sont transférées ou dans d'autres pays. Dans certains pays, aucune position officielle des autorités fiscales et aucune décision judiciaire n'est disponible s'agissant d'instruments financiers tels que les Obligations.

Risques liés à un changement législatif

Les Obligations sont régies par le droit français en vigueur à la date du Prospectus de Base. Il n'est pas garanti qu'une décision de justice ou qu'une modification des lois ou de la pratique administrative en vigueur après la date du présent Prospectus de Base ne puisse avoir un impact sur les Obligations.

Risques liées à une modification des modalités des Obligations

Les Titulaires non présents et non représentés lors d'une Assemblée Générale pourront se trouver liés par le vote des Titulaires présents ou représentés même s'ils sont en désaccord avec ce vote.

Risques liés aux Obligations Senior Non Préférées

Les Obligations Senior Non Préférées ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations Senior Non Préférées exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements (y compris en cas de mise en résolution de l'Emetteur).

Les Obligations Senior Non Préférées constituent un nouveau type d'instruments pour lesquels il n'existe aucun historique des transactions.

Les Obligations Senior Non Préférées constituent des engagements senior non préférés et viennent à un rang inférieur à certains engagements.

La qualification des Obligations Senior Non Préférées en instruments éligibles au MREL est sujette à des incertitudes.

Les Obligations Senior Non Préférées peuvent être remboursées en cas de survenance d'un événement d'inéligibilité au MREL.

Absence de limitation à l'endettement pour les Obligations Senior Non Préférées.

Risques liés aux Obligations Subordonnées

Les titulaires d'Obligations Subordonnées font généralement face à un risque de performance plus important et un risque de perte plus important en cas d'insolvabilité de l'Emetteur que les titulaires d'Obligations Senior Préférées et les exigences en matière d'adéquation des fonds propres affectent l'émission et les modalités des Obligations Subordonnées.

Les Obligations Subordonnées ne contiennent pas de cas de défaut rendant les Obligations Subordonnées exigibles par anticipation en cas de survenance de certains événements (y compris en cas de mise en résolution de l'Emetteur).

Absence d'obligation pour l'Emetteur de rembourser les Obligations Subordonnées en cas d'événement de brutage.

Absence de limitation à l'endettement pour les Obligations Subordonnées.

Risques liés aux Obligations à Taux Fixe

Les Obligations à Taux Fixe peuvent changer de valeur en raison d'un changement des taux d'intérêts.

Les Investisseurs dans des Obligations à Taux Fixe sont exposés au risque que des changements ultérieurs des taux d'intérêts puissent affecter défavorablement la valeur des Obligations.

Risques liés aux Obligations à Taux Fixe/Variable

Les Obligations à Taux Fixe/Variable peuvent porter intérêt à un taux fixe que l'Emetteur peut choisir de convertir en taux variable, ou à un taux variable que l'Emetteur peut choisir de convertir en taux fixe. La possibilité de conversion offerte à l'Emetteur peut affecter le marché secondaire et la valeur de marché des Obligations dans la mesure où l'Emetteur peut choisir de convertir le taux lorsque cela lui permet de réduire son coût global d'emprunt. Si l'Emetteur convertit un taux fixe en taux variable, l'écart de taux des Obligations à Taux Fixe/Variable peut être moins favorable que les écarts de taux sur des Obligations à Taux Variable ayant le même taux de référence. En outre, le nouveau taux variable peut être à tout moment inférieur aux taux d'intérêt des autres Obligations. Si l'Emetteur convertit un taux variable en taux fixe, le taux fixe peut être inférieur aux taux applicables à ses autres Obligations.

Risques liés aux Obligations à Taux Variable

Un investissement dans des Obligations à Taux Variable se compose (i) d'un taux de référence et (ii) d'une marge à ajouter ou à soustraire, selon le cas, à ce taux de référence. Généralement, la marge concernée n'évoluera pas durant la vie de l'Obligation mais il y aura un ajustement périodique du taux de référence (par exemple, tous les trois (3) mois ou six (6) mois) lequel évoluera en fonction des conditions générales du marché. Par conséquent, la valeur de marché des Obligations à Taux Variable peut être volatile si des changements, particulièrement des changements à court terme, sur le marché des taux d'intérêt applicables au taux de référence concerné ne peuvent être appliqués au taux d'intérêt de ces Obligations qu'au prochain ajustement périodique du taux de référence concerné.

Les Obligations à taux d'intérêt variable peuvent être un investissement volatile. Si leurs structures impliquent des plafonds ou planchers, ou toute combinaison de ces caractéristiques ou de caractéristiques ayant un effet similaire, leur valeur de marché peut être encore plus volatile que celles d'Obligations n'ayant pas ces caractéristiques.

Risques liés aux Obligations à Taux Variable inversé

Les Obligations à Taux Variable inversé ont un taux d'intérêt égal à un taux fixe moins un taux calculé par référence à un taux tel que le LIBOR. La valeur de marché de ces Obligations est plus volatile que celle des autres titres de créances à taux variable conventionnels ayant le même taux de référence (et autrement avec des modalités comparables). Les Obligations à Taux Variable inversé sont plus volatiles car une augmentation de leur taux de référence diminue le

taux d'intérêt des Obligations, mais peut refléter également une augmentation des taux d'intérêt principaux, ce qui affecte davantage de façon négative la valeur de marché de ces Obligations.

Risques liés aux Obligations à Coupon Zéro

Les Obligations Coupon Zéro et les Obligations émises avec une décote substantielle ou une prime sont soumises à des fluctuations de prix plus importantes que les Obligations qui ne sont pas émises en-dessous du pair.

Les changements dans les marchés de taux d'intérêts ont généralement un impact nettement plus important sur le prix des Obligations Zéro Coupon et des Obligations émises avec une décote substantielle ou une prime que sur les prix des obligations ordinaires car les prix d'émission des titres émis en-dessous du pair sont nettement en-dessous du pair. Si les taux d'intérêts du marché augmentent, les Obligations Zéro Coupon et les Obligations émises avec une décote substantielle ou une prime peuvent souffrir de pertes plus importantes que d'autres obligations ayant la même maturité et la même notation de crédit.

Risques liés aux Obligations à Libération Fractionnée

L'Emetteur peut émettre des Obligations dont le montant de souscription est payable par le Titulaire en deux ou plusieurs versements aux dates précisées dans les Conditions Définitives. Le fait de ne pas effectuer un versement peut conduire l'investisseur à perdre tout ou partie de son investissement.

Risques liés à l'exposition à un sous-jacent

Les Obligations Indexées sur Action (action unique ou panier d'actions), sur Fonds (fonds unique ou panier de fonds), sur Indice (indice unique ou panier d'indices), sur l'Inflation, sur un Taux de Change (un ou plusieurs taux de change, sur Taux d'Intérêt Sous-Jacent (un ou plusieurs taux d'intérêt sous-jacent), les CLN ou les Obligations Hybrides confèrent une exposition, selon le cas, à une action unique, un panier d'actions, un fonds unique, un panier de fonds, un indice unique, un panier d'indices et/ou l'inflation, une ou plusieurs matières premières, un ou plusieurs taux de change, un ou plusieurs taux d'intérêt sous-jacent, et/ou un risque de crédit sur une ou plusieurs entité(s) de référence (chacun appelé "Sous Jacent").

Une telle Obligation peut comporter un risque similaire ou supérieur (notamment en cas d'effet de levier) à un investissement direct dans le Sous-Jacent.

Risques spécifiques liés à la nature du Sous-jacent

Chaque Sous-Jacent comporte des risques qui lui sont propres et qui peuvent exposer le titulaire de ces Obligations à une perte partielle ou totale de son investissement. Ainsi par exemple, cette Obligation pourra voir son rendement ou son montant de remboursement

		<p>fluctuer en fonction de l'évolution du cours ou prix de chaque Sous-jacent concerné. Ces risques spécifiques peuvent en outre être liés à un évènement extraordinaire affectant chaque Sous-Jacent concerné. Les investisseurs doivent comprendre les risques susceptibles d'affecter chaque Sous-Jacent concerné avant d'investir dans cette Obligation.</p> <p>Résumé de l'émission:</p> <p>Risques liés à l'exposition au sous-jacent :</p> <p>Les Obligations Indexées confèrent une exposition à l'indice mentionné ci-dessus (le Sous-Jacent).</p> <p>Une telle Obligation peut comporter un risque similaire ou supérieur (notamment en cas d'effet de levier) à un investissement direct dans le Sous-Jacent.</p> <p>Risques spécifiques liés à la nature du Sous-jacent :</p> <p>Le Sous-Jacent comporte des risques qui lui sont propres et qui peuvent exposer le titulaire de ces Obligations à une perte partielle ou totale de son investissement. Ainsi par exemple, cette Obligation pourra voir son rendement ou son montant de remboursement fluctuer en fonction de l'évolution du cours ou prix de ce Sous-jacent. Ces risques spécifiques peuvent en outre être liés à un évènement extraordinaire affectant ce Sous-Jacent. Les investisseurs doivent comprendre les risques susceptibles d'affecter le Sous-Jacent avant d'investir dans cette Obligation.</p>
D.6	<p>Informations de base sur les facteurs significatifs permettant de déterminer les risques associés aux Obligations Indexées</p>	<p>Merci de vous reporter également à la section D.3 ci-dessus.</p> <p><u>Avertissement : dans certaines circonstances, les titulaires d'Obligations peuvent perdre toute ou partie de la valeur de leur investissement.</u></p>

Section E – Offre

Elément	Titre	
E.2b	Raisons de l'offre et utilisation du produit de l'Offre	<p>Le produit net de l'émission de chaque Tranche d'Obligations sera destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Emetteur, sauf dispositions contraires dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p><i>Résumé de l'émission:</i></p> <p>Le produit net de l'émission des Obligations sera destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Emetteur.</p>
E.3	Modalités de l'offre	<p>Les Obligations pourront être offertes au public en France et/ou dans un autre Etat Membre de l'EEE, dans lequel le Prospectus de Base aura été « passeporté » et qui aura été spécifié dans les Conditions Définitives applicables.</p> <p>A l'exception des stipulations de la section A.2 ci-dessus, ni l'Emetteur ni aucun des Agents Placeurs n'a autorisé une personne à faire une Offre au Public en aucune circonstance et aucune personne n'est autorisée à utiliser le Prospectus de Base dans le cadre de ses offres d'Obligations. Ces offres ne sont pas faites au nom de l'Emetteur ni par aucun des Agents Placeurs ou des Etablissements Autorisés et ni l'Emetteur ni aucun des Agents Placeurs ou des Etablissements Autorisés n'est responsable des actes de toute personne procédant à ces offres.</p> <p>Il existe des restrictions concernant l'achat, l'offre, la vente et la livraison des Obligations ainsi qu'à la possession ou la distribution du Prospectus de Base ou tout autre document d'offre dans différents pays.</p> <p><i>Résumé de l'émission:</i></p> <p>Les Obligations sont offertes au public en Belgique</p> <p>Période d'Offre : Du 30 janvier 2019 (inclus) au 28 mars 2019 (inclus)</p> <p>Prix d'Offre : 102% de la Valeur Nominale Indiquée pendant la Période d'Offre</p> <p>Conditions auxquelles l'Offre est soumise : Les offres d'Obligations sont conditionnées à leur émission et à toutes conditions supplémentaires stipulées dans les conditions générales des Intermédiaires Financiers, notifiées aux investisseurs par ces Intermédiaires Financiers.</p> <p>Description de la procédure de demande de souscription : Sans objet.</p> <p>Informations sur le montant minimum et/ou maximum de souscription : Sans objet.</p> <p>Modalités et date de publication des résultats de l'Offre : Sans objet</p>

		<p>Conditions auxquelles l'Offre est soumise : Les offres d'Obligations sont conditionnées à leur émission et à toutes conditions supplémentaires stipulées dans les conditions générales des Intermédiaires Financiers, notifiées aux investisseurs par ces Intermédiaires Financiers.</p> <p>Description de la procédure de demande de souscription : Sans objet.</p>
E.4	Intérêts, y compris conflictuels, pouvant influencer sensiblement l'émission/l'offre	<p>Les Conditions Définitives concernées préciseront les intérêts des personnes morales ou physiques impliquées dans l'émission des Obligations.</p> <p><i>Résumé de l'émission</i></p> <p>Sans objet, à la connaissance de l'Emetteur, aucune personne participant à l'émission n'y a d'intérêt pouvant influencer sensiblement l'émission ou l'offre des Obligations.</p>
E.7	Estimation des dépenses mises à la charge de l'investisseur par l'Emetteur ou l'offreur	<p>Les Conditions Définitives concernées préciseront les estimations des dépenses pour chaque Tranche d'Obligations.</p> <p><i>Résumé de l'émission</i></p> <p>Sans objet, aucune dépense ne sera mise à la charge de l'investisseur.</p>

THE BELOW IS AN INDICATIVE TRANSLATION IN DUTCH OF THE ABOVE SUMMARY. THE FRENCH VERSION OF THE SUMMARY SHALL PREVAIL

SAMENVATTING VAN DE UITGIFTE

De samenvatting bestaat uit informatie die moet worden meegegeeld op grond van Bijlage XXII bij gedelegeerde Verordening (EU) 486/2012 van 30 maart 2012 en gedelegeerde Verordening (EU) 862/2012 van 4 juni 2012, genaamd "**Onderdelen**". Deze onderdelen zijn genummerd in de afdelingen A tot en met E (A.1 –E.7).

Deze samenvatting bevat alle Onderdelen die in deze samenvatting moeten worden opgenomen voor dit soort effecten en de Emittent. De nummering van de Onderdelen kan lacunes bevatten omdat bepaalde Onderdelen niet zijn opgenomen.

Het kan zijn dat een Onderdeel in de samenvatting moet worden opgenomen gelet op het soort effecten en de betrokken emittent, maar voor dat Onderdeel geen relevante informatie kan worden verstrekt. In dat geval zal een korte beschrijving van het Onderdeel worden opgenomen in de samenvatting met de vermelding "niet van toepassing".

Deze samenvatting wordt geleverd voor de uitgifte van Obligaties met een nominale waarde per eenheid lager dan 100.000 euro, gerealiseerd in het kader van het Programma. Een specifieke samenvatting voor elk type uitgifte van Obligaties van minder dan 100.000 euro zal in bijlage bij de toepasselijke Definitieve Voorwaarden worden gevoegd en zal omvatten wat volgt: (i) de kerngegevens van de samenvatting van het Basis Prospectus vervat hieronder en (ii) de informatie vervat in de rubrieken met als opschrift "samenvatting van de uitgifte" vervat hieronder.

Afdeling A — Inleiding en waarschuwingen

Onderdeel	
A.1. Algemene waarschuwing inzake de samenvatting	<p>Deze samenvatting moet worden gelezen als een inleiding op het Basis Prospectus dd. 28 januari 2019 die visa nr. 19-030 van de Franse Autoriteit Financiële Markten (<i>l'Autorité des marchés financiers</i>) heeft ontvangen op 28 januari 2019 (het "Basis Prospectus") inzake het programma van uitgifte van Obligaties (het "Programma") van CFCMNE.</p> <p>Elke beslissing om te beleggen in obligaties die zijn uitgegeven in het kader van het Programma (de "Obligaties") moet gebaseerd zijn op een grondig onderzoek van het Basis Prospectus door de beleggers, met inbegrip van de door verwijzing opgenomen documenten, alle aanvullingen dienaangaande en de definitieve voorwaarden inzake de betrokken Obligaties (de "Definitieve Voorwaarden").</p> <p>Wanneer een vordering met betrekking tot de informatie in dit Basis Prospectus en de Definitieve Voorwaarden bij een rechtbank aanhangig wordt gemaakt, kan de eiser volgens de nationale wetgeving van de Lidstaat van de EER, vereist worden om de kosten voor de vertaling van dit Basis Prospectus en de Definitieve Voorwaarden te dragen voordat de rechtsvordering wordt ingesteld.</p> <p>Er kan tegen niemand uitsluitend op basis van deze samenvatting inclusief de vertaling ervan een burgerlijke aansprakelijkheidsvordering worden ingesteld in een Lidstaat, tenzij de inhoud ervan misleidend, onjuist of inconsistent wanneer zij samen wordt gelezen met de andere delen van het Basis Prospectus of de Definitieve Voorwaarden, of wanneer zij, samen met de andere delen van het Basis Prospectus gelezen, niet de kerngegevens bevat zoals gedefinieerd in artikel 2.1 van de Prospectusrichtlijn om beleggers te helpen wanneer zij overwegen in de Obligaties te investeren.</p>

<p>A.2.</p> <p>Informatie inzake de toestemming van de Emittent inzake het gebruik van het Prospectus</p>	<p>In het kader van elk aanbod van Obligaties in Frankrijk en in iedere andere Lidstaat van de EER (de "Landen van de Publieke Aanbieding") die niet zijn vrijgesteld van de verplichting om een prospectus te publiceren krachtens de Prospectusrichtlijn (een "Publieke Aanbieding"), stemt de Emittent in met het gebruik van het Basis Prospectus in het kader van een Publieke Aanbieding van alle Obligaties gedurende de aanbiedingsperiode die vermeld staat in de betrokken Definitieve Voorwaarden (de "Aanbiedingsperiode") en in de Landen van de Publieke Aanbieding vermeld in de betrokken Definitieve Voorwaarden door de gemachtigde financiële tussenpersoon vermeld in de betrokken Definitieve Voorwaarden (elke een "Bevoegde Aanbieder").</p> <p>De bovenstaande toestemming is van toepassing op alle Aanbiedingsperiodes die (desgevallend) vallen binnen de 12 maanden na de datum van de visa van de Franse AFM (<i>Autorité des Marchés Financiers</i>) op het Basis Prospectus.</p> <p>De voorwaarden van de Publieke Aanbieding moeten aan de beleggers worden meegedeeld door de Bevoegde Aanbieder op het tijdstip van de Publieke Aanbieding.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>In het kader van het aanbod van de Obligaties gedaan in België (het "Land van de Publieke Aanbieding"), waarbij dit aanbod niet geniet van de vrijstelling van de verplichting om een prospectus te publiceren krachtens de Prospectusrichtlijn (de "Publieke Aanbieding"), stemt de Emittent in met het gebruik van het Basis Prospectus in het kader van een Publieke Aanbieding van de Obligaties gedurende de periode gaande van 30 januari 2019 (inbegrepen) tot en met 28 maart 2019 (de "Aanbiedingsperiode") in het Land van de Publieke Aanbieding door La Française Global Investments en elke financiële tussenpersoon (de "Bevoegde Aanbieders").</p>
---	--

Afdeling B – Emittent

Onderdeel	Titel	
B.1.	Officiële en handelsnaam van de Emittent.	<p>Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe ("CFCMNE" of de Emittent)</p> <p>CFCMNE is een coöperatieve vennootschap met veranderlijk kapitaal die valt onder de Franse <i>Code Monétaire et Financier</i> en die onderworpen is aan de bepalingen ervan</p>
		<p>. CFCMNE is de moederverenootschap van de groep Crédit Mutuel Nord Europe ("CMNE"), onderdeel van de Groep Crédit Mutuel. CFCMNE heeft als doel de gemeenschappelijke belangen te beheren van de aangesloten lokale kassen en leden, en de technische en financiële werking van de aangesloten kassen te vergemakkelijken. Ze heeft met name tot doel:</p> <ul style="list-style-type: none"> • deposito's van fondsen te ontvangen van alle natuurlijke en rechtspersonen, in het bijzonder van de aangesloten kassen, en elke invordering en betaling te verzekeren voor rekening van zijn depositanten,

		<ul style="list-style-type: none"> tussen de aangesloten kassen een compensatiemechanisme in te stellen, aan de aangesloten kassen voorschotten met of zonder bijzondere toewijzing te betalen, wederbeleggingen te doen van liquiditeiten of spaartegoeden, kapitaal aan te trekken door middel van leningen, voorschotten of disconto's, emissies van aandelen of obligatieleningen, emissies van coöperatieve beleggingscertificaten, prioritaire rentedragende aandelen zonder stemrecht (<i>actions à intérêt prioritaire sans droit de vote</i>) onderworpen aan het stelsel van artikel 11 bis van de Franse wet van 10 september 1947 – waarbij de geldelijke voordelen in een dergelijk geval worden bepaald door een beslissing van de Raad van Bestuur – evenals via elk middel toegelaten door de voormelde wet van 1947 en de daaropvolgende teksten, elke participatie te nemen in alle verrichtingen die rechtstreeks of onrechtstreeks te maken hebben met het vennootschapsdoel, en algemener, om zowel voor eigen rekening als voor rekening van de aangesloten kassen, alle transacties uit te voeren overeenkomstig zijn statuut als kredietinstelling, alle beleggingsdiensten uit te voeren en alle activiteiten als makelaar en tussenpersoon inzake verzekeringstransacties.
B.2.	Vestigingsplaats en rechtsvorm van de Emittent/ wetgeving waaronder de Emittent werkt en land van oprichting van de Emittent	CFCMNE is een coöperatieve kredietmaatschappij met veranderlijk kapitaal naar Frans recht (<i>société coopérative à forme anonyme à capital variable de droit français</i>), ingeschreven in het handels- en vennootschapsregister van Rijsel Metropool onder nummer 320.342.264. De maatschappelijke zetel van CFCMNE is gevestigd te 4 Place Richebe, 59000 Rijsel, Frankrijk.
B.4b	Beschrijving van enige bekende tendensen die zich voordoen voor de Emittent en de sectoren waarin zij werkzaam is.	<p>Reglementering</p> <p>De wetgeving en reglementering die op financiële instellingen van toepassing zijn, kunnen gedeeltelijk een impact hebben op de Emittent. De nieuwe maatregelen die werden voorgesteld en aangenomen bevatten strengere kapitaal- en liquiditeitsvereisten, financiële transactietaksen, beperkingen en belastingen op de verloning van werknemers, beperking op commerciële bankactiviteiten, strengere vereisten met betrekking tot interne controle en transparantie, strengere gedragsregels, verplichte <i>clearing</i> en rapportage van het verhandelen van derivaten, verplichting om de risico's met betrekking tot het verhandelen van <i>over-the-counter</i> derivaten en de invoering van nieuwe versterkte toezichthoudende autoriteiten.</p>

De nieuwe aangenomen maatregelen of ontwerp maatregelen, zoals de Europese richtlijn CRD 4 en de Europese verordening CRR van 26 juni 2013 (die de internationale hervorming van Basel III op de verplichtingen omtrent eigen vermogen voor kredietinstellingen naar Europees recht omzet) of de wet van 26 juli 2013 op de opdeling en regulering van bancaire activiteiten, kunnen een impact hebben op de Emittent.

Macro-Economische Omstandigheden

De macro-economische en marktomstandigheden hebben een impact op het bedrijfsresultaat van de Emittent. Gezien de aard van haar activiteiten, is de Emittent gevoelig aan macro-economische en marktomstandigheden in Europa, die gedurende de laatste jaren turbulent zijn geweest.

In Frankrijk, is de groei afgevlakt tot 0,2% en 0,3% in het 1e en 2e kwartaal in 2018 om aan het jaareinde aanzienlijk te vertragen tot 1,7%, ver van de oorspronkelijke voorspelde 2,3%. Deze vertraging neigt niet naar een ommekeer in de Franse economie in 2018. Dit traject, als gevolg van de “relatief abrupte” vertraging van de activiteit in de eerste twee kwartalen, zal zich herstellen in de tweede helft van het jaar, volgens Insee.

In Europa, heeft de groei van het BBP zich beperkt tot 0,4 % van januari tot maart 2018 in de eurozone, in tegenstelling tot 0,7% in de voorgaande drie kwartalen. Volgens de ECB, wordt, volgens de laatste opmerkingen, verwacht dat de referentierentetarieven ten minste tot midden 2019 ongewijzigd zullen blijven.

Op de financiële markten begon het begin van 2018 met een sterke opleving van de aandelenmarkten onder impuls van opwaartse bijstellingen van de mondiale groeivoorzichten en een omvangrijk fiscaal stimuleringspakket in de Verenigde Staten. Dit optimisme heeft echter geleidelijk plaatsgemaakt voor de vrees voor een versnelling van de inflatie in de Verenigde Staten en een verscherping van het monetaire beleid van de Amerikaanse Federale Reserve. Bovendien heeft de wens van de President van de Verenigde Staten om douanebarrières op te werpen tot bezorgdheid geleid. In het algemeen, wordt verwacht dat in 2018 de financiële beleggingsmarkt (netto-instroom + gekapitaliseerde rente) zal worden ondersteund door toename van de koopkracht van de rijkste huishoudens en van de spaarrente. Maar het zou ook worden bestraft door de lage gekapitaliseerde rente en de concurrentie van vastgoedinvesteringen in nieuwe gebouwen. De nieuwe spaarbelasting zou profiteren van de effecten die, geholpen door de hoop op een beter rendement, hun herstel zouden bevestigen.

De woningkredietmarkt lijkt sinds begin 2018 te zijn vertraagd met 5,7% op een jaar eind maart met een stijging van het uitstaande bedrag en een daling van het aandeel van de heronderhandelingen in de maandelijkse productie.

		<p>Betreffende de levensverzekeringen, vindt deze investering een tweede adem, na een moeilijk jaar 2017, gekenmerkt door de gevolgen van Wet Sapin 2, waarvan de impact lijkt te verdwijnen.</p> <p>Sommige aan Crédit Mutuel Arkéa gelieerde entiteiten willen de groep Crédit Mutuel verlaten. Indien de Confédération Nationale du Crédit Mutuel hen zou laten uittreden uit de groep, zouden zij het voordeel van de nationale solidariteit verliezen en zouden zij zich in geval van toekomstige moeilijkheden niet op de voordelen daarvan kunnen beroepen. Bovendien is het financiële ratingagentschap van de groep Crédit Mutuel (Standard & Poor's) van mening dat de mogelijkheid van een dergelijke uittreding geen invloed zou hebben op het profiel van de entiteiten die ervoor hebben gekozen om binnen de groep te blijven.</p>
--	--	---

<p>B.5.</p>	<p>Beschrijving van de Groep van de Emittent en de plaats van de Emittent binnen de Groep</p>	<p>De groep CMNE is actief in 7 Franse departementen (<i>Aisne, Ardennes, Marne, Nord, Oise, Pas-de-Calais</i> en <i>Somme</i>), en in België vertegenwoordigd (langs het netwerk van Beobank) via een netwerk van 526 verkooppunten. De groep CMNE telt bijna 1,6 miljoen klanten (netwerken in Frankrijk en België), bijna 4.500 medewerkers en meer dan 1.500 beheerders van lokale kassen.</p> <p>De activiteiten van de groep CMNE zijn gestructureerd rond twee beroepstakken:</p> <p>1. De Bankverzekering die de Franse (retail, ondernemingen en leasing) en Belgische netwerken groepeert. Het Franse Netwerk (of “Bankverzekeringen Frankrijk”) groepeert de retailbankactiviteiten (krediet en sparen, verzekeringen) en de distributie van verzekeringsproducten aan particulieren, ondernemers, ambachtslui, verenigingen, landbouwers, plaatselijke gemeenschappen en KMO-ETI (“CMNE-Ondernemingen”). Het biedt ook aan ondernemingen op zijn grondgebied een aanbod van krediet – en leasingdiensten voor roerende en onroerende goederen.. Het Belgische netwerk (of “Bankverzekeringen België”) groepeert de bank- en verzekeringsdistributieactiviteiten van de groep CMNE in België wordt gerealiseerd via BEOBANK.</p> <p>2. <i>Asset Management</i> met de Groep La Française (“La Française”). La Française AM positioneert zich in 2018 als een vermogensbeheerder (<i>asset manager</i>) met een volledig aanbod voor een gediversifieerde doelgroep (institutionelen, banknetwerken).</p> <p>Voorts heeft de Groep een zeker aantal minderheidsdeelnemingen en diensten die zij aanbiedt aan andere vennootschappen van de Groep gegroepeerd in een enkele Divisie diensten en diverse activiteiten.</p>
--------------------	--	--

B.9	Winstprognoses of -Schattingen	Niet van toepassing. Er werden geen winstprognoses of -schattingen gemaakt.																																																			
B.10.	Voorbehouden in het verslag van de commissaris	<p>Niet van toepassing. De verslagen van de commissaris over de op 31 december 2016 en 31 december 2017 afgesloten boekjaren bevatten geen opmerkingen.</p> <p>Het beperkt onderzoek van de commissaris van de verkorte halfjaarcijfers over de periode van 1 januari tot 30 juni 2018 bevat geen opmerkingen.</p>																																																			
B.12.	Belangrijkste historische financiële informatie	<table border="1" data-bbox="644 564 1402 1310"> <thead> <tr> <th data-bbox="644 564 742 795">Balans (in miljoen euro)</th> <th data-bbox="743 564 853 795">30/06/2018* (beperkte beoordeling)</th> <th data-bbox="855 564 965 795">30/06/2017** (beperkte beoordeling)</th> <th data-bbox="967 564 1077 795">01/01/2018** (beperkte beoordeling)</th> <th data-bbox="1078 564 1189 795">31/12/2017**</th> <th data-bbox="1190 564 1300 795">31/12/2016**</th> <th data-bbox="1302 564 1402 795">Evol 2017/2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="644 797 742 929">Balans totaal</td> <td data-bbox="743 797 853 929">28.028</td> <td data-bbox="855 797 965 929">41.433</td> <td data-bbox="967 797 1077 929">42.148</td> <td data-bbox="1078 797 1189 929">42.190</td> <td data-bbox="1190 797 1300 929">41.823</td> <td data-bbox="1302 797 1402 929">0,88%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="644 931 742 1131">Eigen vermogen, aandeel Groep</td> <td data-bbox="743 931 853 1131">2.987</td> <td data-bbox="855 931 965 1131">2.952</td> <td data-bbox="967 931 1077 1131">2.960</td> <td data-bbox="1078 931 1189 1131">2.998</td> <td data-bbox="1190 931 1300 1131">2.846</td> <td data-bbox="1302 931 1402 1131">5,35%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="644 1133 742 1310">Geplaatst kapitaal</td> <td data-bbox="743 1133 853 1310">1.290</td> <td data-bbox="855 1133 965 1310">1.291</td> <td data-bbox="967 1133 1077 1310">1.275</td> <td data-bbox="1078 1133 1189 1310">1.275</td> <td data-bbox="1190 1133 1300 1310">1.277</td> <td data-bbox="1302 1133 1402 1310">-0,16%</td> </tr> </tbody> </table> <p data-bbox="644 1312 1402 1444">*IFRS9 standaard **IAS39 standaard</p> <table border="1" data-bbox="644 1447 1402 1957"> <thead> <tr> <th data-bbox="644 1447 790 1691">Winst- en verliesrekening (in miljoen euro)</th> <th data-bbox="791 1447 901 1691">30/06/2018* (beperkte beoordeling)</th> <th data-bbox="903 1447 1013 1691">30/06/2017*** (beperkte beoordeling)</th> <th data-bbox="1015 1447 1125 1691">31/12/2017**</th> <th data-bbox="1126 1447 1236 1691">31/12/2016**</th> <th data-bbox="1238 1447 1402 1691">Evol 2017/2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="644 1693 790 1825">Nettoresultaat bancaire bedrijf</td> <td data-bbox="791 1693 901 1825">445</td> <td data-bbox="903 1693 1013 1825">491</td> <td data-bbox="1015 1693 1125 1825">1.070</td> <td data-bbox="1126 1693 1236 1825">1.129</td> <td data-bbox="1238 1693 1402 1825">-5,23%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="644 1827 790 1957">Bruto bedrijfsresultaat</td> <td data-bbox="791 1827 901 1957">26</td> <td data-bbox="903 1827 1013 1957">89</td> <td data-bbox="1015 1827 1125 1957">276</td> <td data-bbox="1126 1827 1236 1957">304</td> <td data-bbox="1238 1827 1402 1957">-9,2%</td> </tr> </tbody> </table>						Balans (in miljoen euro)	30/06/2018* (beperkte beoordeling)	30/06/2017** (beperkte beoordeling)	01/01/2018** (beperkte beoordeling)	31/12/2017**	31/12/2016**	Evol 2017/2016	Balans totaal	28.028	41.433	42.148	42.190	41.823	0,88%	Eigen vermogen, aandeel Groep	2.987	2.952	2.960	2.998	2.846	5,35%	Geplaatst kapitaal	1.290	1.291	1.275	1.275	1.277	-0,16%	Winst- en verliesrekening (in miljoen euro)	30/06/2018* (beperkte beoordeling)	30/06/2017*** (beperkte beoordeling)	31/12/2017**	31/12/2016**	Evol 2017/2016	Nettoresultaat bancaire bedrijf	445	491	1.070	1.129	-5,23%	Bruto bedrijfsresultaat	26	89	276	304	-9,2%
Balans (in miljoen euro)	30/06/2018* (beperkte beoordeling)	30/06/2017** (beperkte beoordeling)	01/01/2018** (beperkte beoordeling)	31/12/2017**	31/12/2016**	Evol 2017/2016																																															
Balans totaal	28.028	41.433	42.148	42.190	41.823	0,88%																																															
Eigen vermogen, aandeel Groep	2.987	2.952	2.960	2.998	2.846	5,35%																																															
Geplaatst kapitaal	1.290	1.291	1.275	1.275	1.277	-0,16%																																															
Winst- en verliesrekening (in miljoen euro)	30/06/2018* (beperkte beoordeling)	30/06/2017*** (beperkte beoordeling)	31/12/2017**	31/12/2016**	Evol 2017/2016																																																
Nettoresultaat bancaire bedrijf	445	491	1.070	1.129	-5,23%																																																
Bruto bedrijfsresultaat	26	89	276	304	-9,2%																																																

		Bedrijfsresultaten (%) ⁽²⁾	94,12%	81,9%	74,22 %	73,10 %	-
		Resultaat vóór belastingen	27	94	280	327	-14,37%
		Belastingen over het resultaat en minderheidsbelangen	28	38	84	107	21,5%
		Netto resultaat aandeel van de Groep (%)	34	88	253	204	+24%
		<p>*IFRS standaard; **IAS39 standaard, ***IAS39 standaard, IFRS5 heringedeeld</p> <p>Om een betere vergelijkbaarheid van de boekjaren mogelijk te maken, werd 30 juni 2017 herberekend met toepassing van de IFRS 5 standaard; de bijdrage van de verzekeringsentiteiten werd derhalve opgenomen onder "Winst en verlies op beëindigde bedrijfsactiviteiten".</p> <p>De Common Equity Tier 1 (CET1) solvabiliteitsratio van Crédit Mutuel Nord Europe op 31 december 2017 bedraagt 15,70%. De globale ratio bedraagt 19,85%. De impact van IFRS 9 op de CET 1 ratio van de Groep CMNE op 1 januari 2018, de datum van inwerkingtreding van IFRS 9, is -8bp.</p> <p>Er heeft zich geen wezenlijke nadelige verandering in de financiële of commerciële toestand van de Groep voorgedaan sinds 30 juni 2018.</p> <p>Er is geen wezenlijk nadelige verandering gekomen in de vooruitzichten van de Groep sinds 31 december 2017.</p>					
B.13.	Recente gebeurtenissen die van bijzonder belang zijn voor de uitgevende instelling en die van grote betekenis zijn voor de beoordeling van haar solvabiliteit	Niet van toepassing					
B.14.	Mate van afhankelijkheid van de Emittent van andere instanties binnen de Groep	Niet van toepassing					
B.15.	Belangrijkste activiteiten van de Emittent	De Caisse Fédérale heeft als doel de gemeenschappelijke belangen van de aangesloten kassen en leden te beheren, en om de technische					

		<p>en financiële werking van de aangesloten kassen te vergemakkelijken.</p> <p>Ze heeft met name als doel:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ deposito's van fondsen te ontvangen van alle natuurlijke en rechtspersonen, in het bijzonder van de aangesloten kassen, en elke invordering en betaling te verzekeren voor rekening van zijn depositanten, ▪ tussen de aangesloten kassen een compensatiemechanisme in te stellen, ▪ aan de aangesloten kassen voorschotten met of zonder bijzondere toewijzing te betalen, ▪ wederbeleggingen te doen van liquiditeiten of spaartegoeden, kapitaal aan te trekken door middel van leningen, voorschotten of disconto's, emissies van aandelen of obligatieleningen, emissies van coöperatieve beleggingscertificaten, prioritairerentedragende aandelen zonder stemrecht onderworpen aan het stelsel van artikel 11 bis van de Franse wet van 10 september 1947 – waarbij de geldelijke voordelen in een dergelijk geval worden bepaald door een beslissing van de Raad van Bestuur – evenals via elk middel toegelaten door de voormelde wet van 1947 en de daaropvolgende teksten, ▪ elke participatie te nemen in alle verrichtingen die rechtstreeks of onrechtstreeks te maken hebben met het vennootschapsdoel, ▪ en algemener, om zowel voor eigen rekening als voor rekening van de aangesloten Kassen alle transacties uit te voeren overeenkomstig zijn statuut als kredietinstelling, alle beleggingsdiensten, alle activiteiten als makelaar en tussenpersoon inzake verzekeringstransacties.
<p>B.16.</p>	<p>Instantie(s) of persoon/personen die de Emittent rechtstreeks of onrechtstreeks in handen hebben of controleren</p>	<p>Het kapitaal van de Emittent is volledig in handen van de 149 lokale Kassen die lid zijn van Crédit Mutuel Nord Europe. Het stemrecht is gevestigd volgens de volgende regel: een basisstem plus een bijkomende stem voor 1.000 leden (<i>sociétaires</i>), zonder dat het totaal voor een zelfde Lokale Kas meer mag bedragen dan 10. Binnen elke Lokale Kas is het kapitaal volledig in handen van de leden waarvan het stemrecht op de volgende regel gebaseerd is: één persoon, één stem. Hiervoor wordt verwezen naar onderdeel B.5.</p>
<p>B.17.</p>	<p>Aan de uitgevende instelling of haar obligaties toegekende rating</p>	<p>De Bevoorrechte Senior Obligaties en de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties uitgegeven in het kader van het Programma zullen geen rating krijgen.</p> <p>De rating van de Achtergestelde Obligaties, indien toepasselijk, zal worden gepreciseerd in de betreffende Definitieve Voorwaarden.</p> <p>Op heden heeft het niet-achtergestelde lange termijnkrediet van CFCMNE een rating “A” toegewezen gekregen door Standard & Poor’s Credit Market Services France SAS. Op heden maakt de achtergestelde schuld van CFCMNE niet het voorwerp uit van een rating. Standard & Poor’s Credit Market Services France SAS is</p>

		<p>gevestigd binnen de Europese Unie en ingeschreven in overeenstemming met Verordening (EG) 1060/2009 van het Europees Parlement en de Raad inzake ratingbureaus, zoals gewijzigd (de "Verordening Ratingbureaus"), en is opgenomen in de lijst van ratingbureaus gepubliceerd op de website van de Europese Autoriteit Financiële Markten (https://www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk) overeenkomstig de Verordening Ratingbureaus.</p> <p>Een rating is geen aanbeveling om te financiële producten te kopen, verkopen of aan te houden en kan op ieder ogenblik worden geschorst, gewijzigd of teruggenomen door het rating agentschap die de rating heeft toegekend.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De Obligaties hebben geen rating gekregen.</p>
--	--	---

Afdeling C — Effecten

Ge- geven	Titel	
C.1	<p>Type, categorie en identificatie van de Obligaties</p>	<p>De Obligaties worden uitgegeven per serie (elk een Serie), op dezelfde datum of verschillende datums. De Obligaties van eenzelfde Serie moeten (in ieder opzicht behoudens de datum van de uitgifte, het totale nominale bedrag, de eerste betaling van de rente) onderworpen worden aan dezelfde modaliteiten, waarbij de Obligaties van elke Serie onderling vervangbaar zijn. Elke Serie kan per tranche worden uitgegeven (elk een Tranche) met dezelfde uitgiftedatum of verschillende uitgiftedatums. De specifieke modaliteiten van elke Tranche (met name, zonder dat deze lijst uitputtend is, het totale nominale bedrag, de uitgifteprijs, de terugbetalingsprijs en desgevallend de interest, alle te betalen in het kader van deze Obligaties), worden bepaald door de Emittent en zullen vastgelegd zijn in de Definitieve Voorwaarden.</p> <p>De Obligaties worden uitgegeven naar believen van de Emittent, ofwel aan toonder, ingeschreven in de boeken van Euroclear France (handelend als centrale bewaarhouder) die de rekeningen van de rekeninghouders bij Euroclear France crediteert (de Rekeninghouders), of op naam en, in een dergelijk geval, naar believen van de betrokken houder, beheerd op naam, ingeschreven in de boeken van een door de betrokken drager aangewezen Rekeninghouder, dan wel zuiver op naam, ingeschreven op een rekening die wordt aangehouden door de Emittent of door een gemachtigde instelling die handelt voor rekening van de Emittent.</p> <p>In de op uitgifte van Obligaties toepasselijke definitieve voorwaarden (de Definitieve Voorwaarden) wordt een identificatienummer (ISIN-Code) vermeld.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>Serie Nr.: 190</p> <p>Tranche Nr. : 1</p> <p>Totale Nominale Bedrag: EUR 18.000.000.</p> <p>ISIN CODE : FR0013396710</p> <p>Gemeenschappelijke Code: 193531245</p> <p>Vorm van de Obligaties: Gedematerialiseerde obligaties aan toonder</p> <p>Centrale Bewaarhouder: Euroclear France</p>

C.2	Valuta	<p>Mits inachtneming van naleving van alle relevante wetten, verordeningen en richtlijnen kunnen de Obligaties worden uitgegeven in euro, Amerikaanse dollar, Japanse yen, Zwitserse frank, Engelse pond en in elke andere munteenheid overeen te komen tussen de Emittent en de desbetreffende Gemachtigde Agent(en) (<i>Agent(s) Placeur(s)</i>), zoals vermeld in de desbetreffende Definitieve Voorwaarden</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De munteenheid van de Obligaties is EUR.</p>
C.5	Beschrijving van eventuele beperkingen op de vrije overdraagbaarheid van de Obligaties.	<p>Onder voorbehoud van bepaalde beperkingen inzake de aankoop, de aanbidding, de verkoop en de levering van de Obligaties en het bezit en de distributie van het Basis Prospectus of andere documenten aangaande de aanbidding, bestaan er geen beperkingen op de vrije overdraagbaarheid van de Obligaties.</p>
C.8	Beschrijving van de aan de Obligaties verbonden rechten	<p><i>Emissieprijs</i></p> <p>De Obligaties kunnen worden uitgegeven tegen fractiewaarde of met een prijsreductie of een premie in verhouding tot de nominale waarde.</p> <p><i>Nominale waarde</i></p> <p>De Obligaties van eenzelfde Serie hebben de nominale waarde vermeld in de relevante Definitieve Voorwaarden, waarbij in herinnering wordt gebracht dat er slechts één enkele nominale waarde per Serie kan bestaan.</p> <p><i>Rangorde van schuldvorderingen</i></p> <p>De Obligaties kunnen worden uitgegeven op een bevoorrechte senior basis, op een niet-bevoorrechte senior basis of op achtergestelde basis.</p> <p>De Bevoorrechte Senior Obligaties zijn rechtstreekse, onvoorwaardelijke en bevoorrechte senior verbintenissen in de zin van artikel L.613-30-3-I 3° van het monetair en financieel wetboek, zonder waarborg, van de Emittent, (i) die onderling dezelfde prioriteit zullen hebben en (onder voorbehoud van de wettelijk verplichte uitzonderingen van het Franse recht) dezelfde prioriteit als alle andere huidige of toekomstige, niet-achtergestelde schulden en garanties, van dezelfde categorie, zonder zekerheden, huidige of toekomstige, van de Emittent, (ii) aan een hogere rang dan de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties, huidige of toekomstige, van de Emittent, en aan alle andere verbintenissen die lagere rang hebben dan de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties, en (iii) aan een lagere rang dan de niet-achtergestelde verbintenissen, huidige of</p>

toekomstige, die voorrang krijgen omwille van dwingende en/of afwijkende wettelijke bepalingen.

Onder voorbehoud van enig toepasselijk recht zullen, indien een vonnis de gerechtelijke vereffening van de Emittent uitspreekt, worden de houders van de Senior Bevoorrechte Obligatie het volgende betaald:

(i) enkel na, en onder voorbehoud van de volledige betaling van de houders van alle andere vorderingen, huidige of toekomstige, die voorrang krijgen op grond van dwingende en/of afwijkende wettelijke bepalingen;

(ii) onder voorbehoud van dergelijke volledige betaling, met voorrang op de Niet-Bevoorrecht Senior Obligaties van de Emittent en alle andere vorderingen, huidige en toekomstige, die lagere rang hebben dan de Senior Bevoorrechte Obligaties.

De Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties worden beschouwd als rechtstreekse, ongedekte, onvoorwaardelijke en senior (chirografaire) verbintenissen die in de rang van de niet-bevoorrechte senior verbintenissen van de Emittent in de zin van artikel L. 613-30-3I-4° van het Monetaire en Financiële Wetboek komen en (i) die onderling dezelfde rang hebben en dezelfde rang hebben als alle andere schulden en (onder voorbehoud van dwingende wettelijke uitzonderingen krachtens de Franse wet) niet-achtergestelde garanties van dezelfde categorie, huidige of toekomstige, zonder zekerheden, van de Emittent; (ii) in rang voor de Achtergestelde Verbintenissen en (iii) in rang na de Bevoorrechte Senior Obligaties, huidig of toekomstig, van de Emittent die voorrang hebben omwille van een dwingende en/of afwijkende wettelijke bepaling.

Onder voorbehoud van toepasselijk recht zullen, indien een vonnis tot gerechtelijke vereffening van de Emittent wordt gewezen, de houders van de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties het volgende betaald worden:

(i) enkel na, en onder voorbehoud van volledige betaling van de houders van de Bevoorrechte Senior Obligaties en enige andere vorderingen, huidige of toekomstige, die voorrang genieten door dwingende en/of afwijkende wettelijke bepalingen of die in rang komen voor de Niet-Bevoorrechte Obligaties; en

(ii) onder voorbehoud van dergelijke volledige betaling, met voorrang op de Achtergestelde Obligaties van de Emittent en alle andere vorderingen, huidige en toekomstige, die achtergesteld zijn ten aanzien van de Senior Niet-Bevoorrechte Obligaties.

De Achtergestelde Obligaties, daaronder begrepen, in voorkomend geval, de verschuldigde interesten, zijn rechtstreekse, onvoorwaardelijke, achtergestelde verbintenissen van de Emittent, zonder waarborgen, die dezelfde rang zullen hebben en onderling zonder enig voorrecht of prioriteit zijn, met:

dezelfde rang (*pari passu*) als alle andere, huidige en toekomstige, rechtstreekse, onvoorwaardelijke, achtergestelde verbintenissen van de Emittent, zonder waarborgen;

een hogere rang (*senior*) dan participatieleningen toegekend aan de Emittent, dan participatietitels uitgegeven door de Emittent en aan alle verbintenissen van de Emittent die zogezegd superachtergesteld zijn (achtergestelde verbintenissen van de laagste rang), huidige of toekomstige;

een lagere rang (*junior*) (A) dan de achtergestelde verbintenissen, huidige of toekomstige, waarvan de voorwaarden bepalen dat ze een hogere rang genieten dan de Achtergestelde Obligaties en, in voorkomend geval, aan de interesten die erop zijn verschuldigd, en (B) dan de achtergestelde verbintenissen die genieten van een prioriteit op basis van dwingende en/of suppletieve wettelijke bepalingen;

een lagere rang (*junior*) (A) dan de Bevoorrechte Senior Obligaties, dan de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties en dan de niet-achtergestelde verbintenissen, huidige of toekomstige en (B) dan niet-achtergestelde verbintenissen die genieten van een prioriteit op basis van dwingende en/of suppletieve wettelijke bepalingen.

De Emittent verbindt zich ertoe, tot de effectieve terugbetaling van het geheel van Achtergestelde Obligaties, om de huidige en toekomstige achtergestelde schuldeisers waarvan de schuldvordering een gelijke rang heeft of zal hebben aan die van de Achtergestelde Obligaties, op gelijke wijze te behandelen.

Indien een vonnis wordt gewezen dat de gerechtelijke vereffening van de Emittent voorschrijft of indien de Emittent om enige andere reden wordt vereffend, zal de betalingsverplichting van de Emittent onder de Achtergestelde Obligaties achtergesteld zijn aan de volledige betaling van de niet-achtergestelde schuldeisers van de Emittent (met inbegrip van de deposanten) en de achtergestelde schuldeisers van de Emittent, met uitzondering van de bestaande of toekomstige schuldeisers van wie de rang gelijk of hoger is, ofwel bedongen is gelijk of hoger te zijn ten opzichte van de Achtergestelde Obligaties, en, onder voorbehoud van deze volledige betaling, zullen de houders van Achtergestelde Obligaties bij voorrang worden betaald voor bestaande of toekomstige participatieleningen die zijn toegekend of zullen worden toegekend aan de Emittent, deelnemingsbewijzen die zijn uitgegeven of zullen worden uitgegeven door de Emittent en achtergestelde effecten van

lagere rang (de zogenaamde "superachtergestelde" of achtergestelde verbintenissen van de laagste rang).

In geval van gedeeltelijke vergoeding van de niet-achtergestelde schuldeisers van de Emittent en de achtergestelde schuldeisers van wie de vordering een hogere rang heeft, ofwel bedongen is te hebben ten opzichte van die van de Achtergestelde Obligaties, zullen de verbintenissen van de Emittent met betrekking tot de Achtergestelde Obligaties een einde nemen.

De houders van de Achtergestelde Obligaties zullen verplicht zijn alle nodige maatregelen te nemen om de goede afloop te verzekeren van elke collectieve of vrijwillige vereffeningsprocedure in verband met mogelijke vorderingen tegen de Emittent.

Handhaving van de lening in zijn rangorde (Bevoorrechte Senior Obligaties)

De Emittent garandeert dat zolang de Obligaties (met uitzondering van de Achtergestelde Obligaties en de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties) in omloop zullen zijn, zij geen hypotheek zal creëren of zal toelaten dat een hypotheek blijft voortbestaan op de goederen en onroerende rechten die hij heeft of zou kunnen hebben, en dat zij geen pand zal vestigen of laten vestigen op haar handelszaak tot zekerheid van andere verbintenissen, tenzij de verbintenissen van de Emittent op grond van de Obligaties dezelfde waarborgen van dezelfde rangorde hebben.

Deze verbintenis heeft uitsluitend betrekking op de uitgaven van Obligaties van de Emittent en heeft geen enkele invloed op de vrijheid van de Emittent om te beschikken over de eigendom op haar goederen of om onder andere omstandigheden een zekerheid te vestigen op genoemde goederen.

Gevalen van vervroegde opeisbaarheid (Bevoorrechte Senior Obligaties):

De Bevoorrechte Senior Obligaties kunnen vervroegd worden opgeëist op initiatief van de houders ervan of hun Vertegenwoordiger indien:

- de Emittent op de vervaldag een verschuldigde hoofdsom of verschuldigde interesten onder de Obligaties niet betaalt en aan deze wanprestatie niet binnen de 45 kalenderdagen een einde wordt gesteld;
- de Emittent één van zijn andere verplichtingen onder de Obligaties niet voldoet en aan deze wanprestatie geen einde wordt gesteld binnen de 60 kalenderdagen; of
- de Emittent een voorstel van algemeen uitstel van betaling van zijn schulden doet, de benoeming van een mandataris ad hoc vraagt, een bemiddelingsprocedure met zijn schuldeisers of een vrijwaringsprocedure aanvangt; of een vonnis wordt gewezen waarin de gerechtelijke vereffening

of de totale overdracht van de onderneming van de Emittent wordt bevolen, of in de mate toegestaan door de wet, de Emittent wordt onderworpen aan een andere procedure van vereffening of faillissement.

Gedwongen uitvoering (Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties en Achtergestelde Obligaties)

Er bestaan geen gevallen van vervroegde opeisbaarheid voor de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties en de Achtergestelde Obligaties. Bijgevolg, als de Emittent tekortkomt aan bepaalde verplichtingen onder de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties of de Achtergestelde Obligaties, waaronder de betaling van het volledige bedrag aan interesten, zullen de Houders geen recht hebben om de vervroegde terugbetaling van de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties of de Achtergestelde Obligaties te eisen.

In ieder geval kunnen de Houders van de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties of de Achtergestelde Obligaties, na geschreven notificatie aan de Financieel Agent, de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties of de Achtergestelde Obligaties opeisbaar maken voor het Vervroegde Terugbetalingsbedrag verminderd met alle interesten tot op de effectieve datum van terugbetaling, in voorkomend geval, de datum waarop de notificatie zal zijn ontvangen door de Financieel Agent, in geval van gerechtelijke of vrijwillige vereffening door de Emittent.

Belastingen

Alle betalingen van de hoofdsom, de interesten en de andere opbrengsten met betrekking tot de Obligaties gedaan door of voor rekening van de Emittent worden gedaan zonder voorheffing of inhouding ten titel van enige belasting van welke aard ook opgelegd, geheven of geïnd door Frankrijk of voor rekening van Frankrijk, of enige politieke onderafdeling of autoriteit daarvan of daarbinnen die de bevoegdheid heeft om belastingen op te leggen, tenzij zulke voorheffing of inhouding wettelijk vereist is.

Indien de betalingen van een hoofdsom of interesten verband houdend met Obligaties overeenkomstig het Franse recht onderworpen zijn aan een voorheffing of aftrek ten titel van enige belastingen van welke aard ook, op dit ogenblik of in de toekomst, verbindt de Emittent zich binnen de door de wet toegestane mate, en onder voorbehoud van bepaalde uitzonderingen, ertoe om zijn betalingen te verhogen zodat de houders van de Obligaties alle bedragen ontvangen die zouden zijn betaald indien geen dergelijke aftrek of voorheffing werd toegepast.

		<p>Een betaling verricht op grond van de Obligaties is onderworpen aan de wetten, reglementen, of richtlijnen, met name op fiscaal vlak.</p> <p><i>Afstand van het recht op vergoeding</i></p> <p>Niet van toepassing</p> <p><i>Toepasselijk recht</i></p> <p>De Obligaties zijn onderworpen aan Frans recht.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De Obligaties zijn Bevoorrechte Senior Achtergestelde Obligaties</p> <p>Emissieprijs: 100% van het Totale Nominale Bedrag.</p> <p>Aangegeven Nominale Waarde: EUR 1.000</p>
C.9	<p>Rente, opeisbaarheid en terugbetalingsmodaliteiten en vertegenwoordiging van de Obligatiehouders</p>	<p>Gelieve eveneens onderdeel C.8 hierboven te raadplegen.</p> <p><i>Geïndexeerde Obligaties</i></p> <p>Voor de betalingen van interest inzake Geïndexeerde Obligaties, gelieve de onderdelen C.10 en C.18 te raadplegen.</p> <p><i>Terugbetaling</i></p> <p>Zie hieronder</p> <p><i>Vervroegde terugbetaling</i></p> <p>De Bevoorrechte Senior Obligaties zullen moeten worden terugbetaald voorafgaand aan de vooropgestelde vervaldag voor onwettigheid en kunnen worden terugbetaald voorafgaand aan de vooropgestelde vervaldag (i) naar keuze van de Emittent (geheel of gedeeltelijk) en/of (ii) naar keuze van de houders van de Bevoorrechte Senior Obligaties en/of (iii) in een geval van bronheffing of in geval van <i>gross-up</i>.</p> <p>Voor de Niet Bevoorrechte Senior Obligaties zal de vervroegde datum van terugbetaling minstens één jaar na de uitgiftedatum van de relevante Serie zijn. Voor de Niet Bevoorrechte Senior Obligaties bestaat een bijkomende mogelijkheid van vervroegde terugbetaling ten opzichte van de Bevoorrechte Senior Obligaties. Zij kunnen immers vervroegd worden terugbetaald naar keuze van de Emittent in geval van zij niet in aanmerking komen voor MREL.</p> <p><i>Vervroegde terugbetaling</i></p> <p>Zie hieronder</p>

Terugbetaling om fiscale redenen

De Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties kunnen voorafgaand aan hun Vervaldatum worden terugbetaald naar keuze van de Emittent in een geval van bronheffing en in geval van *gross-up*.

Niettemin zal elke terugbetaling van Niet Bevoorrechte Senior Obligaties voorafgaand aan hun Vervaldatum onderworpen zijn aan de voorafgaande goedkeuring van de Bevoegde Autoriteit (zoals hierboven gedefinieerd).

In geval van *gross-up* zal de vroegtijdige terugbetaling van de Bevoorrechte Senior Obligaties verplicht zijn en in geval van inhouding aan de bron zal de voortijdige terugbetaling van de Bevoorrechte Senior Obligaties naar believen van de Emittent mogelijk zijn.

Vertegenwoordiging van de Houders

De Obligatiehouders worden met betrekking tot alle Tranches van elke Serie automatisch gegroepeerd voor de verdediging van hun gemeenschappelijke belangen in een massa (in elk zulk geval, de **Massa**).

De Massa zal geregeld worden door de bepalingen van de artikelen L.228-46 en volgende van de *Code de commerce* (in het geval van Wettelijke Massa) en zal optreden door tussenkomst van een vertegenwoordiger (de "**Vertegenwoordiger**") en een plaatsvervangend vertegenwoordiger, waarbij de identiteit en de bezoldiging van deze functie zullen worden vermeld in de desbetreffende Definitieve Voorwaarden.

1. Finale Terugbetalingsformule:

Producten STR Vanille:

Vanille Effecten Call:

Constant Percentage 1 + Hefboom * Call

Waarbij:

Call = Max (Waarde van Finale Terugbetaling – Percentage Uitoefenprijs ; Bodempercentage)

Constant Percentage 1 = 100%

Hefboom: 100%

Waarde van Finale Terugbetaling = Onderliggende Referentiewaarde (zoals hieronder gedefinieerd)

Percentage Uitoefenprijs = 100%

Onderliggende Referentiewaarde = Slotkoers Referentiewaarde (zoals hieronder gedefinieerd) gedeeld door de Uitoefenprijs van de Onderliggende Referentiewaarde (zoals hieronder gedefinieerd)

Slotkoers Referentiewaarde: gemiddelde waarde van de Referentiewaarde

Waarderingsdagen STR: 21 april 2025, 21 mei 2025, 23 juni 2025, 21 juli 2025, 21 augustus 2025, 22 september 2025, 21 oktober 2025, 21 november 2025, 22 december 2025, 21 januari 2026, 23 februari 2026, 23 maart 2026, 21 april 2026, 21 mei 2026, 22 juni 2026, 21 juli 2026, 21 augustus 2026, 21 september 2026, 21 oktober 2026, 23 november 2026, 21 december 2026, 21 januari 2027, 22 februari 2027, 22 maart 2027

Uitoefenprijs van de Onderliggende Referentiewaarde:

Slotkoers van de Uitoefenprijs (zoals toepasselijk)

Slotkoers van de Uitoefenprijs:

Slotkoers van de Onderliggende Referentiewaarde op de Uitoefendatum

Uitoefendatum: 29 maart 2019

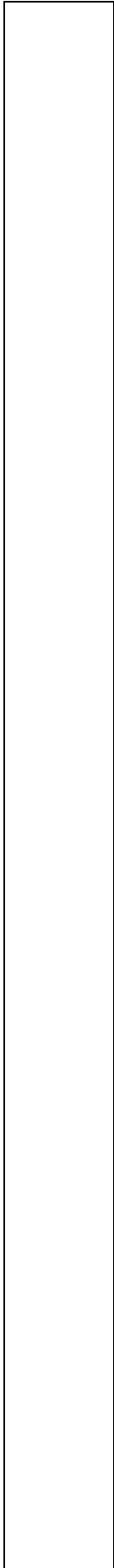
Automatische Vervroegde Terugbetalingsbedrag: Toepasselijk

Het Automatische Vervroegde Terugbetalingsbedrag zal worden berekend op basis van de Terugbetalingsformule in geval van Vervroegde Automatische Terugbetaling:

Automatische Vervroegde Terugbetalingsbedrag (t) =
Aangegeven Nominale Waarde x (Terugbetalingspercentage RAA +
Uittredingstarief RAA (t))

Waarbij:

Terugbetalingspercentage RAA = 100%



Uittredingstarief RAA (t) : betekent (t = 1, 2 of 3):

t	Uittredingstarief RAA (t)
1	7,50%
2	15%
3	22,50%

Geval van Automatische Vervroegde Terugbetaling: betekent de Waarde van de Onderliggende Referentiewaarde bepaald door de Berekeningsagent op elke Waarderingsdag van Automatische Vervroegde Terugbetaling t is hoger of gelijk aan de Automatische Vervroegde Terugbetalingsprijs t.

Onderliggende Referentiewaarde betreft (i) Slotkoers Referentiewaarde (ii) gedeeld door de Uitoefenprijs van de Onderliggende Referentiewaarde.

Slotkoers Referentiewaarde: officieel slotniveau van de Index.

Uitoefenprijs van de Onderliggende Referentiewaarde: Slotkoers van de Onderliggende Referentiewaarde op de Uitoefendatum

Referentiewaarde: de Index

Uitoefendatum : 29 maart 2019

Prijs van de Automatische Vervroegde Terugbetaling t: betekent (t = 1, 2 of 3)

t	Prijs van de Automatische Vervroegde Terugbetaling t
1	107,50 %
2	115%
3	122,50%

Datum van Evaluatie van Automatische Vervroegde Terugbetaling t: betekent (t = 1, 2 of 3) t	Datum van Evaluatie van Automatische Vervroegde Terugbetaling t
1	22 maart 2021

		<table border="1"> <tr> <td>2</td> <td>21 maart 2023</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>21 maart 2025</td> </tr> </table> <p>Datum van Automatische Vervroegde Terugbetaling t: betekent (voor t = 1 tot 3)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>t</th> <th>Datum van Automatische Vervroegde Terugbetaling t</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>29 maart 2021</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>28 maart 2023</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>28 maart 2025</td> </tr> </tbody> </table>	2	21 maart 2023	3	21 maart 2025	t	Datum van Automatische Vervroegde Terugbetaling t	1	29 maart 2021	2	28 maart 2023	3	28 maart 2025
2	21 maart 2023													
3	21 maart 2025													
t	Datum van Automatische Vervroegde Terugbetaling t													
1	29 maart 2021													
2	28 maart 2023													
3	28 maart 2025													
C.10	Betaling van de rente in verband met afgeleide instrumenten	Niet van toepassing.												
C.11	Notering en toelating tot de handel	<p>De obligaties zullen kunnen worden toegelaten tot de handel op Euronext Parijs en/of elke andere gereglementeerde markt en/of elke niet-gereglementeerde markt, zoals vermeld in de desbetreffende Definitieve Voorwaarden. Een Serie van Obligaties kan slechts het voorwerp uitmaken van één toelating tot de handel.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De Obligaties zullen worden toegelaten tot de handel op [de gereglementeerde markt Euronext Paris.</p>												
C.15	Beschrijving van de impact van de onderliggende waarde op de waarde van de investering	<p>De terugbetalingsbedragen, de bedragen van de interest en te leveren prestaties van de Geïndexeerde Obligaties zijn afhankelijk van de waarde van de Onderliggende Waarde, hetgeen van invloed kan zijn op de investeringswaarde van de Obligaties.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De waarde van de Geïndexeerde Obligaties kan worden beïnvloed door de index EURO STOXX ® 50 Equal Weight Decrement 5%..</p> <p>Deze Onderliggende Waarde heeft namelijk een impact op de finale terugbetaling en het bedrag van de vervroegde terugbetaling, welke worden berekend volgens de in onderdeel C.9 vermelde berekeningsformule.</p>												
C.16	Geïndexeerde Obligaties - Vervaldag	<p>Onder voorbehoud van de naleving van alle toepasselijke wetten, verordeningen en richtlijnen, elke looptijd van minimum een maand vanaf de initiële uitgiftedatum.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p>												

		De vervaldatum van de Geïndexeerde Obligaties is 29 maart 2027 (indien geen vervroegde terugbetaling).
C.17	Geïndexeerde Obligaties - Leveringsreglement	<p>De Geïndexeerde Obligaties worden in contanten afgewikkeld, behalve de volgende Obligaties die eveneens kunnen worden afgewikkeld via fysieke levering: Aandeel-Geïndexeerde Obligaties (één enkel aandeel of aandelenmand), Fonds-Geïndexeerde Obligaties (één enkel fonds of fondsenmand) en CLN.</p> <p>De CLN kunnen eveneens het voorwerp uitmaken van een betaling op basis van een prijs bepaald door veiling georganiseerd door ISDA. De gekozen betalingswijze dient te worden vermeld in de Definitieve Voorwaarden. De datum van de fysieke betaling voor de Geïndexeerde Obligaties die desgevallend fysiek worden betaald, is de Vervaldatum, behoudens Gevallen van Storing van het Reglement (<i>Cas de Perturbation du Règlement</i>).</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De Geïndexeerde Obligaties worden niet fysiek afgewikkeld.</p>
C.18	Winst van Geïndexeerde Obligaties	Niet van toepassing
C.19	Geïndexeerde Obligaties - Definitieve Prijs, Slotprijs, Referentieprij, Slotniveau	<p>Definitieve Prijs (<i>Prix Final</i>), Referentieprij (<i>Prix de Référence</i>), Slotprijs (<i>Prix de Clôture</i>) of het Slotniveau van de Geïndexeerde Obligaties (<i>Niveau Final des Obligations Indexées</i>) of een andere referentieprij wordt aangegeven in de betrokken Definitieve Voorwaarden en bepaald volgens de in de Modaliteiten vastgestelde parameters.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>Zie C.10 <i>Samenvatting van de Uitgifte</i>.</p>
C.20	Geïndexeerde Obligaties - Beschrijving van de onderliggende waarde, en plaatsen waar informatie daarover kan worden ingewonnen	<p>De Onderliggende Waarde van de Geïndexeerde Obligaties kan zijn: een aandeel, index, inflatie-index, dividend, munteenheid, deel van een fonds of een mand van voornoemde elementen, of een formule, strategie of combinatie ervan, zoals vermeld in de desbetreffende Definitieve Voorwaarden</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De onderliggende waarde(n) van de Geïndexeerde Obligaties is de index EURO STOXX ® 50 EQUAL WXEIGHT DECREMENT 5% en de informatie inzake deze onderliggende waarde is te vinden op http://www.stoxx.com.</p>

C.21	Markt(en)	<p>De toepasselijke Definitieve Voorwaarden preciseren desgevallend de geregementeerde markt(en) waarvoor het Basis Prospectus wordt gepubliceerd, zoals aangegeven in bovenstaande onderdeel C.11 <i>Samenvatting van de uitgifte</i>.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>Voor indicaties op de markt waar de Obligaties desgevallend zullen worden verhandeld en waarvoor het Basis Prospectus gepubliceerd is, gelieve onderstaande onderdeel C.11 <i>Samenvatting van de uitgifte</i> te consulteren.</p>
-------------	------------------	---

Afdeling D — Risico's

Gege-ven	Titel	
-----------------	--------------	--

<p>D.2.</p>	<p>Kerngegevens over de voornaamste risico's die specifiek zijn voor de Emittent of zijn exploitatie en activiteiten</p>	<p>Potentiële beleggers dienen kennis en ervaring te hebben inzake transacties op de kapitaalmarkten en dienen de risico's van de Obligaties goed te kunnen beoordelen.</p> <p>Sommige risicofactoren kunnen de mogelijkheid van de Emittent om haar verplichtingen onder de Obligaties na te leven beïnvloeden, waarbij zij bepaalde factoren eventueel niet kan controleren.</p> <p>De hieronder beschreven risico's, alsmede andere risico's die tot nu toe niet geïdentificeerd zijn, of die op dit moment niet als belangrijk worden beschouwd door de Emittent, kunnen een wezenlijke nadelige invloed hebben op haar activiteiten, financiële toestand en / of de resultaten.</p> <p>Moeilijke marktomstandigheden en / of macro-economische omstandigheden kunnen een wezenlijke nadelige invloed hebben op de bancaire activiteiten, en aldus op de financiële situatie, van CFCMNE, haar omzet en haar winstgevendheid.</p> <p>Wettelijke of bestuursrechtelijke maatregelen, vooral in reactie op de financiële crisis, kunnen een nadelige invloed hebben op de Emittent en de economische en financiële omgeving waarin hij zijn activiteiten verricht.</p> <p>De herfinancieringsvoorwaarden van de Emittent en de voorwaarden voor de toegang tot liquiditeiten kunnen verslechteren door de heropleving van de crisis omtrent de staatsschuld in de eurozone, door verslechterende economische omstandigheden, door haar notering, of andere factoren meer direct gerelateerd aan de Emittent.</p> <p>Een aanzienlijke verhoging van de provisies kan een nadelig effect hebben op de bedrijfsresultaten van de Emittent. Grote incidenten inzake de informatiesystemen en / of operationele voorzieningen van de Emittent kunnen aanzienlijke verliezen en een verslechtering van haar financiële situatie veroorzaken. Risicocategorieën inherent aan de activiteiten van de Emittent:</p> <p>(i) het krediet- en tegenpartijrisico: het kredietrisico houdt het risico in van het financieel verlies op vorderingen van de Emittent ten gevolge van het onvermogen van een schuldenaar om zijn contractuele verplichtingen tegenover de Emittent na te komen. Het tegenpartijrisico is de verwezenlijking van het kredietrisico in het kader van markttransacties, beleggingen en/of verrekeningen;</p> <p>(ii) het marktrisico: het marktrisico is het risico van waardeverlies veroorzaakt door een ongunstige verandering in prijzen of marktparameters die een impact kan hebben op de financiële positie van de Emittent;</p>
--------------------	---	---

		<p>(iii) het liquiditeitsrisico: volgens de regelgeving wordt het liquiditeitsrisico gedefinieerd als het risico dat de Emittent mogelijk niet in staat zal zijn om zijn verplichtingen na te komen of een positie te sluiten of te vergoeden als gevolg van marktomstandigheden of vreemde factoren, binnen een bepaalde periode en tegen een redelijke prijs;</p> <p>(iv) het intereestrisico: het intereestrisico op de bankportefeuille is het risico van het verlies van winst als gevolg van verschillen in rentepercentages, looptijden en de aard van activa en passiva. Voor bancaire activiteiten wordt dit risico buiten de handelsportefeuille geanalyseerd en omvat het voornamelijk het zogenaamde globale intereestrisico;</p> <p>(v) het systeemrisico: de commerciële levensvatbaarheid van talrijke financiële instellingen is vatbaar voor een sterke onderlinge afhankelijkheid als gevolg van krediet-, trading-, vergoedings- of andere relaties tussen deze instellingen. Daarom kan het ontstaan van zorgen omtrent één van deze instellingen of een wanprestatie of dreiging van een wanprestatie in hoofde van één van deze instellingen, leiden tot aanzienlijke liquiditeits- en kredietproblemen voor de hele markt of tot verliezen of wanprestaties in hoofde van de andere instellingen. Deze situatie wordt soms aangewezen als het systeemrisico en kan negatieve effecten hebben op financiële tussenpersonen zoals clearingorganisaties en -instellingen, banken, beleggingsondernemingen en Beurzen, waarmee de Emittent dagelijks in contact staat, en kan dus negatieve gevolgen met zich meebrengen voor de Emittent;</p> <p>(vi) operationele risico's: operationele risico's vloeien voort uit een ongeschiktheid of tekortkoming, toe te schrijven aan procedures, personen of interne systemen of aan externe gebeurtenissen, met inbegrip van gebeurtenissen met een lage waarschijnlijkheid van verwezenlijking, maar een hoog risico op verlies. Operationele risico's omvatten interne en externe frauderisico's en juridische risico's, maar niet strategische risico's en reputatierisico's;</p> <p>(vii) het risico van niet-compliance en het reputatierisico: het risico van niet-compliance wordt in de Franse regelgeving gedefinieerd als het risico van gerechtelijke, administratieve of disciplinaire sancties, aanzienlijke financiële verliezen of aantasting van de reputatie als gevolg van de niet-naleving van bepalingen die specifiek zijn voor bancaire en financiële activiteiten, van wetgevende of regulatoire aard, van nationale of rechtstreeks toepasselijke Europese aard, van</p>
--	--	--

professionele en deontologische normen, of van instructies van het uitvoerend orgaan, vooral in toepassing van richtlijnen van de toezichhoudende instantie. Het reputatierisico is het risico van schade aan het vertrouwen dat de Emittent geniet van zijn klanten, tegenpartijen, leveranciers, werknemers, aandeelhouders, toezichhouders of enige andere derde partij wiens vertrouwen, in welke vorm dan ook, een noodzakelijke vereiste is voor de voortzetting van de normale bedrijfsvoering. Het reputatierisico is in wezen een risico dat afhankelijk is van alle andere risico's die de Emittent loopt;

(viii) het verzekeringsrisico: het verzekeringsrisico is het risico voor de opbrengst van elk verschil tussen de voorziene schadegevallen en onvoorziene schadegevallen. Afhankelijk van de verzekeringsproducten in kwestie, varieert het risico naargelang van de verandering in macro-economische factoren, verandering in het gedrag van het cliënteel, verandering in volksgezondheidsbeleid, pandemieën, ongevallen en natuurrampen (zoals aardbevingen, industriële ongevallen of daden van terrorisme of oorlog); en

(ix) het concurrentieel risico: de Emittent is onderhevig aan sterke concurrentie van andere financiële dienstverleners, wat zou kunnen leiden tot druk op de tarieven wat zwaar kan doorwegen op het product en de winstgevendheid. De financiële sector en alle aspecten van het geheel van de activiteiten van de Emittent zijn onderhevig aan zeer sterke concurrentie en de Emittent is van oordeel dat deze situatie zal voortduren

De Emittent is ook onderhevig aan de volgende risico's:

- potentiële belangenconflicten: de Emittent of de vennootschappen verbonden met de Emittent kunnen emittenten of debiteuren adviseren over de referentieactiva voor transacties gerealiseerd tussen hen, of transacties verrichten betreffende de referentieactiva voor eigen rekening of voor rekening van derden waarvan zij het beheer verzekeren, zonder rekening te houden met de Obligaties of het effect dat deze activiteiten kunnen hebben, direct of indirect, op de Obligaties. Bovendien zijn de Plaatsingsagent, de Financiële Agent, die entiteiten zijn uit dezelfde groep als de *Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe*, de Berekeningsagent en hun respectieve vestigingen, betrokken en kunnen in de toekomst betrokken zijn bij beleggingsactiviteiten en / of commerciële bankactiviteiten met, en kunnen zij diensten verrichten voor, de Emittent en haar vestigingen in de normale uitoefening van hun commerciële activiteiten,

		<p>- het risico gelieerd aan verbonden vennootschappen: De Emittent is, samen met de <i>Caissees Locales</i> en de <i>Crédit Mutuel Nord Europe</i>, de consoliderende entiteit van de CMNE-groep. Dientengevolge hangen de winstgevendheid en de financiële prestatie van de groep deels af van de winstgevendheid en de financiële prestatie van elke verbonden vennootschap en de activiteitendivisie waar elke verbonden vennootschap van afhankelijk is (bankverzekeringsdivisie in Frankrijk en in België, verzekeringsdivisie en divisie voor het beheer voor rekening van derden), en</p> <p>- de risico's gelieerd aan de gevolgen van het verlaten van de Europese Unie door het Verenigd Koninkrijk: zolang de voorwaarden en termijnen voor het verlaten van de Europese Unie niet zijn bepaald, is het onmogelijk om de impact te bepalen die het referendum, het verlaten van de Europese Unie en / of enig andere ontwikkeling gelieerd aan het resultaat van dit referendum kunnen hebben op de financiële situatie van de Emittent. Bijgevolg kan er geen zekerheid worden gegeven dat deze ontwikkelingen geen negatief effect zullen hebben op de capaciteit van de Emittent om zijn verplichtingen onder de Obligaties na te komen, op de marktwaarde of op de liquiditeit van de Obligaties op de secundaire markt.</p>
--	--	--

<p>D.3</p>	<p>Kerngegevens inzake de voornaamste risico's die specifiek zijn voor de Obligaties</p>	<p>Naast de risico's (met inbegrip van het risico van niet-nakoming) die een invloed kunnen hebben op de mogelijkheid van de Emittent om haar verplichtingen na te komen in verband met Obligaties die worden uitgegeven in het kader van het Programma, zijn bepaalde factoren essentieel bij het bepalen van het marktrisico verbonden aan de Obligaties uitgegeven in het kader van het Programma. Onder deze factoren zijn met name:</p> <p>Financiële risico's</p> <p>Het kan zijn dat de Obligaties niet voor alle beleggers een goede belegging zijn. Elke potentiële belegger moet de opportuniteit van een belegging in de Obligaties inschatten in het licht van zijn persoonlijke situatie.</p> <p>De Obligaties kunnen onderworpen zijn aan een optionele terugbetaling door de Emittent. Het bestaan van een optie van terugbetaling van de Obligaties neigt de marktwaarde ervan te beperken. De algemene verwachting is dat de Emittent de Obligaties terugbetaalt wanneer de kosten van zijn schuldfinanciering lager zijn dan de interestvoet van de Obligaties. In deze gevallen zijn beleggers over het algemeen niet in staat om de ontvangen middelen te herbeleggen in financiële effecten met een rendement dat even hoog is als de terugbetaalde Obligaties.</p> <p>De Obligaties kunnen onderworpen zijn aan een optionele terugbetaling naar believen van de Houders. Het uitoefenen van een optie van terugbetaling naar believen van de Houders voor bepaalde Obligaties kan de liquiditeit van de Obligaties van dezelfde Serie aantasten, ook al is de optie van terugbetaling voor die Obligaties niet gelicht. Afhankelijk van het aantal Obligaties van eenzelfde Serie waarvoor de optie van terugbetaling voorzien is in de betreffende Definitieve Voorwaarden zal zijn gelicht, kan de markt in de Obligaties waarvoor zulk recht van terugbetaling niet uitgeoefend is illiquide worden. Anderzijds kunnen de investeerders die de vervroegde terugbetalingen van hun Obligaties gevraagd hebben niet in staat zijn om de fondsen ontvangen naar aanleiding van die vervroegde terugbetaling te herbeleggen in financiële effecten met een rendement dat even hoog is als de terugbetaalde Obligaties.</p> <p>Het reglement en de hervorming van de “referentie-indexen” kunnen een significante negatieve impact hebben op de Obligaties geïndexeerd op basis van of die verwijzen naar een “referentie-index”.</p> <p>Als de Pagina met de Referentierentevoet wordt onderbroken, kan de Vervangingsreferentierentevoet verschillen van de Pagina met de Referentierentevoet die van toepassing zou zijn geweest zonder een dergelijke onderbreking, of, als de Referentierentevoet voor de vervanging niet beschikbaar is, kan de rente vast worden. Elke onzekerheid over het al dan niet kiezen van de Vervangingsreferentierentevoet of elke misvatting door beleggers</p>
-------------------	---	---

over hoe de gekozen Vervangingsreferentierentevoet zal evolueren, zou een negatief effect kunnen hebben op de waarde, de verhandeling of het rendement van de Obligaties.

De toekomstige beëindiging van LIBOR kan een negatief effect hebben op de waarde van Obligaties met Variabele Rentevoet die verwijzen naar LIBOR.

De Obligaties kunnen zonder gewaarborgd kapitaal zijn, wat het gedeeltelijke of volledige verlies van het oorspronkelijk belegde kapitaal tot gevolg kan hebben.

Risico's inzake het rendement

Het effectieve rendement van de Obligaties dat door de houder wordt verkregen kan lager zijn dan het aangegeven rendement vanwege de transactiekosten.

De marktwaarde van de Obligaties die zijn uitgegeven onder pari of met een uitgiftepremie neigt gevoeliger te zijn voor schommelingen in verband met veranderingen in de interestvoet dan klassieke rentedragende Obligaties.

Als betalingen (van de hoofdsom en / of interesten, en al dan niet op de vervaldag of anderszijds) op Geïndexeerde Obligaties worden berekend aan de hand van een of meer Onderliggende Waarden, is het rendement van de Obligaties gebaseerd op de schommelingen in de waarde van de Onderliggende Waarde, die zelf fluctueert. De waardefluctuaties van de Onderliggende Waarde zijn onvoorzienbaar. Hoewel het mogelijk is om over historische gegevens van de Onderliggende Waarde te beschikken, mag de historische performantie van de Onderliggende Waarde niet worden beschouwd als een indicatie voor toekomstige prestaties.

Een beroep op het hefboomeffect kan het risico van waardeverlies van de Geïndexeerde Obligatie verhogen.

Juridische risico's

Risico's in verband met de fiscaliteit

Potentiële kopers en verkopers van de Obligaties moeten in gedachten houden dat zij kunnen worden verplicht om belastingen en andere taksen of heffingen te betalen in het land waar de Obligaties worden overgedragen, dan wel in andere landen. In sommige landen bestaan er geen formele posities van de fiscus en geen rechterlijke beslissingen inzake financiële instrumenten zoals Obligaties.

Risico's in verband met een wetswijziging

De Obligaties worden beheerst door het Franse recht dat van kracht is op de datum van het Basis Prospectus. Er wordt niet gegarandeerd dat een rechterlijke beslissing of een verandering in

de wetgeving of de administratieve praktijk na de datum van dit Basis Prospectus geen invloed kan hebben op de Obligaties.

Risico's verband houdend met de modaliteiten van de Obligaties

De Obligatiehouders die niet aanwezig en niet vertegenwoordigd zijn op een Algemene Vergadering, kunnen gebonden zijn door de stem van de aanwezige of vertegenwoordigde Obligatiehouders, ook al zijn zij niet akkoord met deze stemming.

Naast de risico's (met inbegrip van het risico van niet-nakoming) die een invloed kunnen hebben op de mogelijkheid van de Emittent om haar verplichtingen na te komen in verband met Obligaties die worden uitgegeven in het kader van het Programma, zijn bepaalde factoren essentieel bij het bepalen van het marktrisico verbonden aan de Obligaties uitgegeven in het kader van het Programma. Onder deze factoren zijn met name: Financiële risico's

Het kan zijn dat de Obligaties niet voor alle beleggers een goede belegging zijn. Elke potentiële belegger moet de opportuniteit van een belegging in de Obligaties inschatten in het licht van zijn persoonlijke situatie.

De Obligaties kunnen onderworpen zijn aan een optionele terugbetaling door de Emittent. Het bestaan van een optie van terugbetaling van de Obligaties neigt de marktwaarde ervan te beperken. De algemene verwachting is dat de Emittent de Obligaties terugbetaalt wanneer de kosten van zijn schuldfinanciering lager zijn dan de interestvoet van de Obligaties. In deze gevallen zijn beleggers over het algemeen niet in staat om de ontvangen middelen te herbeleggen in financiële effecten met een rendement dat even hoog is als de terugbetaalde Obligaties.

De Obligaties kunnen onderworpen zijn aan een optionele terugbetaling naar believen van de Houders. Het uitoefenen van een optie van terugbetaling naar believen van de Houders voor bepaalde Obligaties kan de liquiditeit van de Obligaties van dezelfde Serie aantasten, ook al is de optie van terugbetaling voor die Obligaties niet gelicht. Afhankelijk van het aantal Obligaties van eenzelfde Serie waarvoor de optie van terugbetaling voorzien in de betreffende Definitieve Voorwaarden zal zijn gelicht, kan de markt in de Obligaties waarvoor zulk recht van terugbetaling niet uitgeoefend is illiquide worden. Anderzijds kunnen de investeerders die de vervroegde terugbetalingen van hun Obligaties gevraagd hebben niet in staat zijn om de fondsen ontvangen naar aanleiding van die vervroegde terugbetaling te herbeleggen in financiële effecten met een rendement dat even hoog is als de terugbetaalde Obligaties.

Het reglement en de hervorming van de “referentie-indexen” kunnen een significante negatieve impact hebben op de Obligaties geïndexeerd op basis van of die verwijzen naar een “referentie-index”.

Als de Pagina met de Referentierentevoet wordt onderbroken, kan de Vervangingsreferentierentevoet verschillen van de Pagina met de Referentierentevoet die van toepassing zou zijn geweest zonder een dergelijke onderbreking, of, als de Referentierentevoet voor de vervanging niet beschikbaar is, kan de rente vast worden. Elke onzekerheid over het al dan niet kiezen van de Vervangingsreferentierentevoet of elke misvatting door beleggers over hoe de gekozen Vervangingsreferentierentevoet zal evolueren, zou een negatief effect kunnen hebben op de waarde, de verhandeling of het rendement van de Obligaties.

De toekomstige beëindiging van LIBOR kan een negatief effect hebben op de waarde van Obligaties met Variabele Rentevoet die verwijzen naar LIBOR.

De Obligaties kunnen zonder gewaarborgd kapitaal zijn, wat het gedeeltelijke of volledige verlies van het oorspronkelijk belegde kapitaal tot gevolg kan hebben.

Risico's inzake het rendement. Het effectieve rendement van de Obligaties dat door de houder wordt verkregen kan lager zijn dan het aangegeven rendement vanwege de transactiekosten.

De marktwaarde van de Obligaties die zijn uitgegeven onder pari of met een uitgiftepremie neigt gevoeliger te zijn voor schommelingen in verband met veranderingen in de interestvoet dan klassieke rentedragende Obligaties.

Als betalingen (van de hoofdsom en / of interesten, en al dan niet op de vervaldag of anderzijds) op Geïndexeerde Obligaties worden berekend aan de hand van een of meer Onderliggende Waarden, is het rendement van de Obligaties gebaseerd op de schommelingen in de waarde van de Onderliggende Waarde, die zelf fluctueert. De waardefluctuaties van de Onderliggende Waarde zijn onvoorzienbaar. Hoewel het mogelijk is om over historische gegevens van de Onderliggende Waarde te beschikken, mag de historische performantie van de Onderliggende Waarde niet worden beschouwd als een indicatie voor toekomstige prestaties.

Een beroep op het hefboomeffect kan het risico van waardeverlies van de Geïndexeerde Obligatie verhogen.

Juridische risico's

Risico's in verband met de fiscaliteit

Potentiële kopers en verkopers van de Obligaties moeten in gedachten houden dat zij kunnen worden verplicht om belastingen en andere taksen of heffingen te betalen in het land waar de Obligaties worden overgedragen, dan wel in andere landen. In sommige landen bestaan er geen formele posities van de fiscus en geen rechterlijke beslissingen inzake financiële instrumenten zoals Obligaties.

Risico's in verband met een wetswijziging

De Obligaties worden beheerst door het Franse recht dat van kracht is op de datum van het Basis Prospectus. Er wordt niet gegarandeerd dat een rechterlijke beslissing of een verandering in de wetgeving of de administratieve praktijk na de datum van dit Basis Prospectus geen invloed kan hebben op de Obligaties.

Risico's verband houdend met de modaliteiten van de Obligaties

De Obligatiehouders die niet aanwezig en niet vertegenwoordigd zijn op een Algemene Vergadering, kunnen gebonden zijn door de stem van de aanwezige of vertegenwoordigde Obligatiehouders, ook al zijn zij niet akkoord met deze stemming.

Risico's in verband met Niet Bevoorrechte Senior Obligaties

De Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties bevatten geen geval van wanprestatie waardoor de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties vervroegd opeisbaar worden in het geval bepaalde gebeurtenissen zich voordoen (inclusief in het geval van de afwikkeling van de Emittent).

De Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties zijn een nieuw type instrument waarvoor geen transactiegeschiedenis bestaat.

De Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties zijn niet-bevoorrechte chirografaire verbintenissen en zijn van een lagere rang dan bepaalde verbintenissen.

De kwalificatie van de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties als instrumenten die in aanmerking komen voor MREL is onderhevig aan onzekerheden.

Geen beperking van de schuldgraad voor de Niet-Bevoorrechte Senior Obligaties.

Risico's in verband met Achtergestelde Obligaties

De houders van Achtergestelde Obligaties worden over het algemeen blootgesteld aan een groter uitvoeringsrisico en een groter risico van verlies in geval van insolventie van de Emittent dan de houders van Bevoorrechte Senior Obligaties en de vereisten betreffende de kapitaaltoereikendheid beïnvloeden de uitgifte en de voorwaarden van de Achtergestelde Obligaties.

De Achtergestelde Obligaties bevatten geen gevallen van wanprestatie waardoor de Achtergestelde Obligaties vervroegd opeisbaar worden in het geval bepaalde gebeurtenissen zich voordoen (inclusief in het geval van afwikkeling van de Emittent).

Geen verplichting voor de Emittent om de Achtergestelde Obligaties terug te betalen in geval van gross-up.

Geen beperking van de schuldgraad voor de Achtergestelde Obligaties.

Risico's in verband met Vastrentende Obligaties

De Vastrentende Obligaties kunnen van waarde wisselen op grond van een wijziging van de rentevoet.

De Beleggers in Vastrentende Obligaties zijn blootgesteld aan het risico dat latere wijzigingen in de interest de waarde van de Obligaties negatief kunnen beïnvloeden.

Risico's verbonden aan Obligaties met Vaste/Variabele Rente

De Obligaties met Vaste/Variabele Rente kunnen interest opleveren tegen een vaste rentevoet die de Emittent naar optie kan omwisselen in een variabele rentevoet, dan wel tegen variabele rentevoet die de Emittent naar keuze kan omwisselen in een vaste rentevoet. Deze aan de Emittent geboden omwisselingsmogelijkheid kan de secundaire markt en de marktwaarde van de Obligaties beïnvloeden, voor zover de Emittent ervoor kan kiezen om de rentevoet om te wisselen wanneer hij daardoor de globale kostprijs van de lening kan verlagen. Wanneer de Emittent een vaste rentevoet vervangt door een variabele rentevoet, kan het rentevershil van de Obligaties met Vaste/Variabele Rente minder gunstig zijn dan het rentevershil op Obligaties met Variabele Rente met dezelfde referentierente. Bovendien kan de nieuwe variabele rentevoet te allen tijde lager zijn dan de rentevoet van de andere Obligaties. Indien de Emittent een variabele rentevoet vervangt door een vaste rentevoet, kan de vaste rentevoet lager zijn dan de op zijn andere Obligaties toepasselijke rentevoeten.

Risico's in verband met Obligaties met Variabele Rente

Een investering in Obligaties met Variabele Rente bestaat uit (i) een referentierentevoet en (ii) een marge die moet worden toegevoegd aan of afgetrokken van, naargelang het geval, deze referentierentevoet. De betrokken marge zal doorgaans niet evolueren gedurende de levensduur van de Obligatie, maar de referentierentevoet wordt periodiek aangepast (bijvoorbeeld om de drie (3) maanden of zes (6) maanden) naargelang van de algemene voorwaarden van de markt. Bijgevolg kan de marktwaarde van de Obligaties met Variabele Rente volatiel zijn indien wijzigingen, vooral wijzigingen op korte termijn, op de markt van de toepasselijke rentevoeten tegen de betrokken rentevoet slechts mogen worden toegepast op de rentevoet van deze Obligaties op de volgende periodieke aanpassing van de betrokken referentierentevoet.

□ Obligaties met een variabele rentevoet kunnen een volatiele investering zijn. Indien de structuur ervan plafonds of vloeren bevat, of een combinatie van deze kenmerken of kenmerken met een gelijksoortig resultaat, kan de marktwaarde nog volatieler zijn dan die van de Obligaties die deze kenmerken niet hebben.

Risico's in verband met Obligaties met inverse Variabele Rente

Obligaties met inverse Variabele Rente hebben een rentevoet gelijk aan een vaste rentevoet min een rentevoet berekend door verwijzing naar een rentevoet zoals de LIBOR. De marktwaarde van deze Obligaties is volatieler dan die van andere klassieke titels van schuldvorderingen met een variabele rentevoet met dezelfde referentierentevoet (en anders met vergelijkbare modaliteiten). Obligaties met inverse Variabele Rente zijn volatieler omdat een stijging van de referentierentevoet de rentevoet van de Obligaties doet dalen, maar eveneens een stijging van de belangrijkste rentevoeten kan reflecteren, wat in nog hogere mate negatieve gevolgen heeft voor de marktwaarde van deze Obligaties.

Risico's in verband met Zero Coupon Obligaties

□ De Zero Coupon Obligaties en de Obligaties die worden uitgegeven met een belangrijke prijsreductie of een premie zijn onderworpen aan grotere prijsschommelingen dan de Obligaties die niet zijn uitgegeven beneden pari.

□ De wijzigingen in de markten van rentevoeten hebben doorgaans een veel hogere impact op de prijzen van de Zero Coupon Obligaties en de Obligaties die zijn uitgegeven met een belangrijke prijsreductie of een premie dan op de prijzen van de gewone obligaties, omdat de uitgifteprijzen van de titels die zijn uitgegeven onder de fractiewaarde duidelijk onder de fractiewaarde liggen. Indien de marktrentevoeten stijgen, kunnen de Zero Coupon Obligaties en de Obligaties die zijn uitgegeven met een belangrijke prijsreductie of een premie hogere verliezen lijden dan andere obligaties met dezelfde looptijd en dezelfde kredietrating.

Risico's in verband met Obligaties met Gefractioneerde Terugbetaling

□ De Emittent mag Obligaties uitgeven waarvan het intekeningsbedrag door de Obligatiehouder moet worden betaald in twee of meerdere betalingen op de in de Definitieve Voorwaarden gespecificeerde datums. De omstandigheid dat de belegger een betaling niet heeft verricht, kan tot gevolg hebben dat zijn investering geheel of gedeeltelijk verloren gaat.

Risico's in verband met de blootstelling aan een onderliggende waarde

□ De Aandeel-Geïndexeerde Obligaties (een enkel aandeel of aandelenmand), de Fonds-Geïndexeerde (een enkel fonds of een fondsenmand), de Index-Geïndexeerde (een enkele index of indexenmand), de Inflatie-Geïndexeerde, de Wisselkoers-Geïndexeerde (één of meerdere wisselkoersen), de Onderliggende Interestvoet-Geïndexeerde (één of meerdere onderliggende interestvoeten), de CLN of de Hybride Obligaties verlenen blootstelling aan een enkel aandeel, een aandelenmand, een enkel fonds, een fondsenmand, een enkele index, een indexenmand en/of de inflatie, één of meerdere grondstoffen, één of meerdere wisselkoersen, één of meerdere onderliggende interestvoeten en/of één of meerder kredietrisico's op een of meerdere referentie-entiteiten (elk een Onderliggende Waarde).

□ Een dergelijke Obligatie kan een gelijkaardig of groter risico inhouden (met name in geval van hefboomeffect) dan een rechtstreekse belegging in de onderliggende waarde.

Specifieke risico's in verband met de aard van de Onderliggende Waarde

Iedere Onderliggende Waarde omvat risico's die er eigen aan zijn en die de houder van de Obligaties blootstellen aan een geheel of gedeeltelijk verlies van zijn belegging. Zo zal bijvoorbeeld een Obligatie zijn rendement of zijn terugbetalingsbedrag zien fluctueren op basis van de ontwikkeling van de koers of de prijs van iedere betrokken Onderliggende Waarde. Deze specifieke risico's kunnen bovendien gekoppeld zijn aan een buitengewone gebeurtenis die invloed heeft op iedere betrokken Onderliggende Waarde. De beleggers moeten de risico's begrijpen die een invloed kunnen hebben op iedere desbetreffende Onderliggende Waarde alvorens in deze betrokken Obligatie te beleggen.]

Samenvatting van de uitgifte

Risico's in verband met de risicoblootstelling van de onderliggende waarde

De -Geïndexeerde Obligaties verlenen een blootstelling aan de hierboven vermelde index (de **Onderliggende Waarde**).

Een dergelijke Obligatie kan een gelijkaardig of groter risico inhouden (met name in geval van hefboomeffect) dan een rechtstreekse belegging in de onderliggende waarde.

Specifieke risico's gekoppeld aan de aard van de Onderliggende Waarde

De Onderliggende Waarde omvat risico's die er eigen aan zijn en die de houder van de Obligaties blootstellen aan een geheel of gedeeltelijk verlies van zijn belegging. Zo zal bijvoorbeeld een Obligatie zijn rendement of zijn terugbetalingsbedrag zien fluctueren op basis van de ontwikkeling van de koers of de prijs

		<p>van deze Onderliggende Waarde. Deze specifieke risico's kunnen bovendien gekoppeld zijn aan een buitengewone gebeurtenis die invloed heeft op deze Onderliggende Waarde. De beleggers moeten de risico's begrijpen die een invloed kunnen hebben op de desbetreffende Onderliggende Waarde alvorens in deze Obligatie te beleggen.</p>
D.6	<p>Basisgegevens inzake de significante factoren op basis waarvan de risico's in verband met de Geïndexeerde Obligaties kunnen worden bepaald</p>	<p>Gelieve eveneens onderdeel D.3 hierboven te raadplegen.</p> <p><u>Waarschuwing: in bepaalde omstandigheden kunnen de houders van de Obligaties de waarde van hun belegging volledig of gedeeltelijk verliezen.</u></p>

Afdeling E - Aanbod

Ge- geven	Titel	
E.2b	Redenen voor de aanbidding en gebruikt van de opbrengsten	<p>Behoudens andersluidende bepalingen in de betrokken Definitieve Voorwaarden, wordt de netto opbrengst van de uitgifte van elke Tranche van Obligaties gebruikt voor de financiering van de activiteiten van de Emittent.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De netto-opbrengst van de Obligatie-emissie bestemd om te voorzien in de financieringsbehoeften van de activiteiten van de Emittent.</p>
E.3	Modaliteiten van de Aanbidding	<p>De Obligaties mogen te koop worden aangeboden aan het publiek in Frankrijk en/of een andere Lidstaat van de EER waarin het Basis Prospectus is "<i>gepassport</i>" en die is gespecificeerd in de toepasselijke Definitieve Voorwaarden.</p> <p>Met uitzondering van de bepalingen van onderdeel A.2 hierboven, heeft noch de Emittent, noch een Gemachtigde Agent(en) (<i>Agent(s) Placeur(s)</i>) een persoon machtiging gegeven om, ongeacht de omstandigheden, een Publieke Aanbidding te doen en niemand is gemachtigd om het Basis Prospectus te gebruiken in het kader van de aangeboden Obligaties. Deze aanbiedingen worden niet in naam van de Emittent of de Gemachtigde Agent(en), of Bevoegde Aanbidders gedaan, en noch de Emittent, noch de Bemiddelende Agenten of Bevoegde Aanbidders zijn verantwoordelijk voor diegene die deze aanbiedingen doen.</p> <p>Er bestaan beperkingen inzake de aankoop, de aanbidding, de verkoop en de levering van de Obligaties en het bezit en de distributie van het Basis Prospectus of andere documenten in verschillende landen.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>De Obligaties worden aan het publiek aangeboden in Frankrijk en in België.</p> <p>Aanbiedingsperiode: Van 30 januari 2019 (inbegrepen) tot en met 28 maart 2019 (inbegrepen).</p> <p>Aanbiedingsprijs: 102% van de Aangegeven Nominale Waarde tijdens de Aanbiedingsperiode.</p> <p>Voorwaarden waaraan de Aanbidding is onderworpen: de aanbiedingen van Obligaties zijn onderhevig aan hun uitgifte en aan alle bijkomende voorwaarden bepaald in de algemene voorwaarden van de Financiële Tussenpersonen, medegedeeld aan de investeerders door deze Financiële Tussenpersonen.</p> <p>Beschrijving van de procedure voor de aanvraag tot inschrijving: Niet van toepassing.</p>

		<p>Informatie over het minimumbedrag en maximumbedrag van de intekening: Niet van toepassing.</p> <p>Modaliteiten en publicatiedatum van de resultaten van de Aanbieding: Niet van toepassing.</p>
E.4	Belangen, met inbegrip van tegenstrijdige belangen die de uitgifte/aanbieding aanzienlijk kunnen beïnvloeden	<p>De betrokken Definitieve Voorwaarden zullen de belangen van de natuurlijke personen of rechtspersonen betrokken bij de uitgifte van de Obligaties preciseren.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>Niet van toepassing, voor zover de Emittent weet, heeft geen enkele persoon die aan de uitgifte deelneemt hierin een belang dat van gevoelige betekenis is voor de uitgifte of de aanbieding van de Obligaties.</p>
E.7	Schatting van de uitgaven door de Emittent of de aanbieder ten laste van de belegger gelegd	<p>De betrokken Definitieve Voorwaarden zullen de schattingen van de uitgaven voor elke Tranche van Obligaties preciseren.</p> <p><i>Samenvatting van de uitgifte</i></p> <p>Niet van toepassing, geen enkele uitgave zal ten laste van de belegger worden gelegd.</p>